



## CHAPTER P-17.1

## CHAPITRE P-17.1

### Probate Court Act

### Loi sur la Cour des successions

*Assented to June 17, 1982*

*Sanctionnée le 17 juin 1982*

#### Chapter Outline

#### Sommaire

Definitions. . . . .	1
administration — administration	
clerk — greffier	
common form business — procédure simple	
Court — Cour	
Court of Appeal — Cour d'appel	
Court of King's Bench — Cour du Banc du Roi	
deputy clerk — greffier adjoint	
judge — juge	
judicial district — circonscription judiciaire	
matters and causes testamentary — matières et causes testamentaires	
persons beneficially interested — personne ayant un intérêt à titre de bénéficiaire	
personal representative — représentant personnel	
probate — homologation	
probate office — greffe des successions	
Public Trustee — curateur public	
Registrar — registraire	
rules — règles	
Rules Committee — Comité des Règles	
will — testament	
<b>COURT AND POWERS</b>	
The Probate Court of New Brunswick. . . . .	2
Powers vested in Court. . . . .	3
Seal of the Court. . . . .	4
Establishment of probate offices. . . . .	5
Power to enforce judgments and orders. . . . .	6
Power to punish by fine or imprisonment. . . . .	7
Applicable rules of evidence. . . . .	8
<b>JUDGES</b>	
Court of King's Bench judge <i>ex officio</i> judge. . . . .	9
Conclusion of business on retirement. . . . .	10

Définitions. . . . .	1
administration — administration	
circonscription judiciaire — judicial district	
Comité des Règles — Rules Committee	
Cour — Court	
Cour d'appel — Court of Appeal	
Cour du Banc du Roi — Court of King's Bench	
curateur public — Public Trustee	
greffe des successions — probate office	
greffier — clerk	
greffier adjoint — deputy clerk	
homologation — probate	
juge — judge	
matières et causes testamentaires — matters and causes testamentary	
personne ayant un intérêt à titre de bénéficiaire — persons beneficially interested	
procédure simple — common form business	
registraire — Registrar	
règles — rules	
représentant personnel — personal representative	
testament — will	
<b>CONSTITUTION DE LA COUR ET SES POUVOIRS</b>	
Cour des Successions du Nouveau-Brunswick. . . . .	2
Pouvoirs de la Cour. . . . .	3
Sceau de la Cour. . . . .	4
Constitution des greffes des successions. . . . .	5
Pouvoir d'exécuter des jugements et ordonnances. . . . .	6
Pouvoir d'imposer une amende ou une peine. . . . .	7
Règles de la preuve applicables. . . . .	8
<b>JUGES</b>	
Juge de la Cour du Banc du Roi est juge d'office. . . . .	9
Terminaison d'une affaire à la retraite. . . . .	10

**COURT OFFICIALS REGISTRAR**

Appointment of Registrar and deputy registrars. . . . . 11

**CLERKS**

Appointment of clerks and deputy clerks. . . . . 12

Actions in performance and exercise of duties deemed proper. . . 12.1

Registrar and deputy registrar *ex officio* clerks. . . . . 13**PROBATE OFFICES**

Office hours of probate offices. . . . . 14

Filing and preservation of documents. . . . . 15

Disposition of documents. . . . . 16

Forwarding of information to Registrar. . . . . 17

**PUBLIC ADMINISTRATOR**

Repealed. . . . . 18

Repealed. . . . . 19

Probate value of estate not exceeding three thousand dollars. . . . 20

Repealed. . . . . 21

Repealed. . . . . 22

Fees and reimbursement for expenses of administration. . . . . 23

Repealed. . . . . 24

Administration of pension estate. . . . . 25

Administration of estates of deceased persons. . . . . 26

**LEGACY ACTION**

Prohibition respecting legacy action. . . . . 27

**ISSUANCE OF LETTERS**

Repealed. . . . . 28

Where application presented. . . . . 29

Letters in force until revoked. . . . . 30

Effect of letters. . . . . 31

**PRODUCTIONS AND CONTENTIOUS PROCEEDINGS**

Order to produce documents, order to attend for examination. . . . 32

Removal of contentious proceedings to Court of King's Bench. . . . 33

**APPEALS**

Right of a party or person taking part in proceeding to appeal. . . . 34

Right of person beneficially interested to appeal. . . . . 35

**APPLICATION FOR GRANT**Application where deceased resident in Province, application  
where deceased member of forces, mariner or seaman. . . . . 36Application where deceased had no fixed place of abode or was a  
non-resident. . . . . 37

Court governed by principles of common law. . . . . 38

Application by person not next-of-kin. . . . . 39

Grant of temporary administration. . . . . 40

Notarial will made in Quebec. . . . . 41

Stay of proceedings where two applications made. . . . . 42

Determination of appropriate probate office. . . . . 43

**CAVEATS**

Lodging of caveat. . . . . 44

Summons to attend and parties to proceedings. . . . . 45

Summons to executor. . . . . 46

**EXECUTORS' APPOINTMENTS**

Cessation of executorship. . . . . 47

Renunciation by executor. . . . . 48

Infant as sole executor. . . . . 49

Power of guardian or other person. . . . . 50

**OFFICIAL COPIES**

Obtainment of official copies. . . . . 51

**ADMINISTRATORS' APPOINTMENTS**

Appointment of administrator pending validity of will. . . . . 52

**AUXILIAIRES DE LA COUR REGISTRAIRE**

Nomination du Registraire et des registraires adjoints. . . . . 11

**GREFFIERS**

Nomination des greffiers et des greffiers adjoints. . . . . 12

Actions dans l'exercice des fonctions réputées convenables. . . 12.1

Le registraire et les registraires adjoints sont d'office greffiers. . . 13

**GREFFE DES SUCCESSIONS**

Heures ouvrables des greffes des successions. . . . . 14

Classement et conservation des documents. . . . . 15

Disposition des documents. . . . . 16

Envoi de renseignements au registraire. . . . . 17

**ADMINISTRATEUR PUBLIC**

Abrogé. . . . . 18

Abrogé. . . . . 19

Valeur homologuée de la succession ne dépassant trois mille  
dollars. . . . . 20

Abrogé. . . . . 21

Abrogé. . . . . 22

Droits, honoraires ou frais et remboursement des dépenses relatifs  
à l'administration. . . . . 23

Abrogé. . . . . 24

Administration de la pension revenant à la succession. . . . . 25

Administration de la succession de personnes décédées. . . . . 26

**ACTION PORTANT SUR UN LEGS**

Interdiction concernant une action portant sur un legs. . . . . 27

**DÉLIVRANCE DES LETTRES**

Abrogé. . . . . 28

Endroit de la demande des lettres. . . . . 29

Lettres en vigueur jusqu'à leur révocation. . . . . 30

Effet des lettres. . . . . 31

**PRODUCTION DE DOCUMENTS ET PROCÉDURES****CONTENTIEUSES**Ordonnance de production de documents, ordonnance de  
comparution pour audition. . . . . 32

Évocation de procédures contentieuses à la Cour du Banc du Roi. . . 33

**APPEL**

Droit d'appel d'une partie ou d'un intervenant. . . . . 34

Droit d'appel d'une personne ayant intérêt à titre de bénéficiaire. . . 35

**DEMANDE D'HOMOLOGATION OU D'ADMINISTRATION**Demande lorsque le décédé est résidant de la province, demande  
lorsque le décédé est membre des Forces, marin ou homme en  
mer. . . . . 36Demande concernant la personne décédée sans résidence fixe ou  
non-résidente. . . . . 37

Règles de la common law. . . . . 38

Demande par une personne non proche-parent. . . . . 39

Administration provisoire. . . . . 40

Testament devant notaire fait au Québec. . . . . 41

Suspension des procédures au cas où deux ou plusieurs greffes sont  
saisis de demandes. . . . . 42

Désignation du propre greffe des successions. . . . . 43

**OPPOSITION**

Opposition. . . . . 44

Assignation à comparaître et parties aux procédures. . . . . 45

Assignation d'un exécuteur testamentaire. . . . . 46

**NOMINATION D'EXÉCUTEURS TESTAMENTAIRES**

Cessation des fonctions de l'exécuteur testamentaire. . . . . 47

Renonciation par l'exécuteur testamentaire. . . . . 48

Mineur à titre d'exécuteur testamentaire. . . . . 49

Pouvoirs du tuteur ou autre personne. . . . . 50

**COPIE OFFICIELLE**

Copies officielles. . . . . 51

**NOMINATION D'ADMINISTRATEURS**

Nomination d'un administrateur lorsqu'une action est en cours. . . 52

Appointment of administrator. . . . .	53	Nomination d'un administrateur. . . . .	53
Power of administrator to sue or prosecute or to act as personal representative of deceased. . . . .	54	Pouvoir de l'administrateur d'ester en justice ou d'agir comme représentant du défunt. . . . .	54
Limited letters. . . . .	55	Lettres limitées. . . . .	55
<b>INVENTORY</b>		<b>INVENTAIRE</b>	
Necessity to deliver statement of total value of property. . . . .	56	Devoir de remettre un relevé de la pleine valeur des biens. . . . .	56
<b>BONDS</b>		<b>CAUTIONNEMENT</b>	
Bonds. . . . .	57	Cautionnement. . . . .	57
Exemptions from bond requirement. . . . .	58	Cas d'exemption d'une sûreté ou du cautionnement. . . . .	58
Just and full account when lawfully required. . . . .	59	Compte fidèle et complet lorsqu'obligé. . . . .	59
Additional security. . . . .	60	Garantie nouvelle ou complémentaire. . . . .	60
Substitution of surety. . . . .	61	Remplacement de la garantie. . . . .	61
Cancellation of bond or security. . . . .	62	Annulation du cautionnement ou de la sécurité. . . . .	62
Notice to guardian, representative and others before bond or security cancelled. . . . .	63	Notification préalable au tuteur, représentant ou autre personne ayant un intérêt à titre de bénéficiaire. . . . .	63
<b>PAYMENTS - CONTESTED DEBTS</b>		<b>PAIEMENT - CRÉANCES CONTESTÉES</b>	
Priority of payment of debts. . . . .	64	Priorités de paiement des dettes. . . . .	64
Contestation of claim. . . . .	65	Contestation de réclamation. . . . .	65
Idem. . . . .	66	Idem. . . . .	66
Resolution of dispute in summary manner. . . . .	67	Décision de manière sommaire. . . . .	67
Application of <i>Limitation of Actions Act</i> . . . . .	68	Application de la <i>Loi sur la prescription</i> . . . . .	68
<b>ACCOUNTING</b>		<b>RÉDDITION DE COMPTE</b>	
Accounting of executor as trustee. . . . .	69	Rendement de compte de l'exécuteur testamentaire fiduciaire. . . . .	69
Binding effect of approval by Court. . . . .	70	Effet obligatoire de l'approbation par la Cour. . . . .	70
Power of the Court to make inquiry. . . . .	71	Pouvoir de la Cour d'enquêter. . . . .	71
Rendering of account by inventory. . . . .	72	Rendement de compte par inventaire. . . . .	72
<b>RESEALING</b>		<b>RÉAPPPOSITION DE SCEAU</b>	
Sealing of letters or other legal documents grant by a Court of another jurisdiction. . . . .	73	Lettres, documents juridiques ou copies doivent être revêtus du sceau. . . . .	73
<b>REHEARING</b>		<b>NOUVELLE AUDITION</b>	
Rehearing before another judge. . . . .	74	Nouvelle audition devant un autre juge. . . . .	74
<b>FEES</b>		<b>DROITS EXIGIBLES</b>	
Calculation of fees payable. . . . .	75	Calcul des droits. . . . .	75
<b>TAX</b>		<b>IMPÔT</b>	
Tax payable. . . . .	75.1	Impôt payable. . . . .	75.1
<b>RULES</b>		<b>RÈGLES</b>	
Functions of Rules Committee. . . . .	76	Fonctions du Comité des Règles. . . . .	76
Regulations. . . . .	77	Règlements. . . . .	77
<b>TRANSITIONAL</b>		<b>DISPOSITION TRANSITOIRE</b>	
Continuance of applications made under <i>Probate Courts Act</i> . . . . .	78	Reprise d'une demande en vertu de la <i>Loi sur les tribunaux des successions</i> . . . . .	78
<b>REPEAL</b>		<b>ABROGATION</b>	
<i>Probate Courts Act</i> repealed. . . . .	79	<i>Loi sur les tribunaux des successions</i> . . . . .	79
<b>COMING INTO FORCE</b>		<b>ENTRÉE EN VIGUEUR</b>	
Commencement. . . . .	80	Entrée en vigueur. . . . .	80
<b>SCHEDULE A</b>		<b>ANNEXE A</b>	

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of New Brunswick, enacts as follows:

## Definitions

### 1 In this Act

“administration” includes all letters of administration of the property of deceased persons, whether with or without the will annexed, and whether granted for general, special or limited purposes; (*administration*)

“clerk” means a clerk of the Court and includes a deputy clerk; (*greffier*)

“common form business” means the business of obtaining probate or administration where there is no contention as to the right thereto, including the passing of probate and administration through the Court when the contest is terminated, and all business of a non-contentious nature to be taken in the Court in matters of testacy and intestacy not being proceedings in a suit, and also the business of lodging caveats against a grant of probate or administration; (*procédure simple*)

“Court” means The Probate Court of New Brunswick as established under section 2 and includes a judge thereof; (*Cour*)

“Court of Appeal” means The Court of Appeal of New Brunswick and includes a judge thereof; (*Cour d’appel*)

“Court of King’s Bench” means The Court of King’s Bench of New Brunswick and includes a judge of that court; (*Cour du Banc du Roi*)

“Court of Queen’s Bench” Repealed: 2023, c.17, s.209

“deputy clerk” means a deputy clerk of the Court; (*greffier adjoint*)

“judge” means a judge of the Court; (*juge*)

“judicial district” means a judicial district of the Court defined by the Lieutenant-Governor in Council under section 77; (*circonscription judiciaire*)

“matters and causes testamentary” includes all matters and causes relating to the grant, recall and revocation of

Sa Majesté, sur l’avis et du consentement de l’Assemblée législative du Nouveau-Brunswick, décrète :

## Définitions

### 1 Dans la présente loi,

« Administrateur public » Abrogé : 2005, ch. P-26.5, art. 29

« administration » comprend toutes les lettres d’administration se rapportant aux biens de personnes décédées, accompagnées ou non du testament, accordées à des fins générales, spéciales ou restreintes; (*administration*)

« circonscription judiciaire » désigne une circonscription judiciaire de la Cour, déterminée par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de l’article 77; (*judicial district*)

« Comité des Règles » désigne le Comité des Règles mentionné dans la *Loi sur l’organisation judiciaire*. (*Rules Committee*)

« Cour » désigne la Cour des successions du Nouveau-Brunswick constituée en vertu de l’article 2, et comprend l’un de ses juges; (*Court*)

« Cour d’appel » désigne la Cour d’appel du Nouveau-Brunswick et comprend l’un de ses juges; (*Court of Appeal*)

« Cour du Banc de la Reine » Abrogé : 2023, ch. 17, art. 209

« Cour du Banc du Roi » s’entend de la Cour du Banc du Roi du Nouveau-Brunswick et s’entend également de l’un de ses juges; (*Court of King’s Bench*)

« curateur public » s’entend de la personne nommée à titre de curateur public en vertu de la *Loi sur le curateur public*; (*Public Trustee*)

« greffe des successions » désigne tout greffe constitué par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de l’article 5; (*probate office*)

« greffier » désigne un greffier de la Cour et comprend un greffier adjoint; (*clerk*)

« greffier adjoint » désigne un greffier adjoint de la Cour; (*deputy clerk*)

probate or administration; (*matières et causes testamentaires*)

“persons beneficially interested” includes the Public Trustee, a representative appointed under the *Supported Decision-Making and Representation Act*, and a guardian of a minor; (*personne ayant un intérêt à titre de bénéficiaire*)

“personal representative” includes, where the context permits, an executor, an administrator, a trustee under a will, the Public Trustee, and a guardian as may be appointed pursuant to law, or some or all of them; (*représentant personnel*)

“probate” includes all letters probate relating to the property of a deceased person whether granted for general, special or limited purposes; (*homologation*)

“probate office” means such office as may be established by the Lieutenant-Governor in Council under section 5; (*greffe des successions*)

“Public Administrator” Repealed: 2005, c.P-26.5, s.29

“Public Trustee” means the Public Trustee appointed under the *Public Trustee Act*; (*curateur public*)

“Registrar” means the Registrar of the Court and includes a deputy registrar; (*registraire*)

“rules” means the Probate Rules prescribed by regulation; (*règles*)

“Rules Committee” means the Rules Committee established under the *Judicature Act*; (*Comité des Règles*)

“will” includes a testament and all other testamentary instruments of which probate can be granted. (*testament*)  
1983, c.68, s.1; 1986, c.4, s.41; 2005, c.P-26.5, s.29; 2022, c.60, s.80; 2023, c.17, s.209

## COURT AND POWERS

### The Probate Court of New Brunswick

2(1) There shall be a court of record styled The Probate Court of New Brunswick having the power to take the probate of wills, to grant administration of the estates

« homologation » comprend toutes les lettres d’homologation se rapportant aux biens d’une personne décédée, qui sont accordées à des fins générales, spéciales ou restreintes; (*probate*)

« juge » désigne un juge de la Cour des successions; (*judge*)

« matières et causes testamentaires » désigne toutes les matières et causes relatives à l’octroi, au rappel ou à la révocation de l’homologation ou de l’administration; (*matters and causes testamentary*)

« personne ayant un intérêt à titre de bénéficiaire » comprend le curateur public, un représentant nommé en vertu de la *Loi sur la prise de décision accompagnée et la représentation* et le tuteur d’un mineur; (*persons beneficially interested*)

« procédure simple » désigne la procédure suivie pour obtenir l’homologation ou l’administration lorsqu’il n’y a pas de contestation ou advenant contestation, lorsque celle-ci est réglée; désigne toute matière de nature non-contentieuse portée devant la Cour sur des questions de succession testamentaire ou non et qui ne fait pas l’objet d’une action; désigne le dépôt des oppositions à l’octroi de lettres d’homologation ou d’administration; (*common form business*)

« registraire » désigne le registraire de la Cour et comprend un registraire adjoint; (*Registrar*)

« règles » désigne les Règles de la Cour des successions prescrites par règlement; (*rules*)

« représentant personnel » comprend, selon le contexte, l’exécuteur testamentaire, l’administrateur, le fiduciaire testamentaire, le curateur public, le tuteur légalement nommé, l’un ou l’autre d’entre eux ou eux tous; (*personal representative*)

« testament » désigne tout acte testamentaire susceptible d’homologation. (*will*)

1983, ch. 68, art. 1; 1986, ch. 4, art. 41; 2005, ch. P-26.5, art. 29; 2022, ch. 60, art. 80; 2023, ch. 17, art. 209

## CONSTITUTION DE LA COUR ET SES POUVOIRS

### Cour des Successions du Nouveau-Brunswick

2(1) Il est constitué une cour d’archives appelée Cour des successions du Nouveau-Brunswick, chargée d’homologuer les testaments, d’octroyer l’administration des

of deceased persons throughout the Province, to recall or revoke grants, to supervise the administration and distribution of estates, and to perform the other duties as directed to be performed under this Act, subject to the rules, regulations and directions prescribed by this Act, and all presently existing probate courts shall be amalgamated and continued in the Court.

2(2) Where there is a reference in any other Act to a probate court or a judge thereof, that reference shall be deemed to be a reference to The Probate Court of New Brunswick or a judge thereof.

1983, c.68, s.2

### Powers vested in Court

3(1) Without derogating from the jurisdiction of the Court of King's Bench and subject to the *Judicature Act*, all jurisdiction and authority in relation to matters and causes testamentary and all matters arising out of or connected with the grant, recall or revocation of grant of probate or administration are vested in the Court; and save as may be otherwise directed by this Act or the rules, such jurisdiction and authority shall be exercised in the manner hitherto in use.

3(2) Without in any way derogating from the generality of the foregoing, but subject always thereto, the Court has exclusive jurisdiction and authority in the following items:

- (a) over all of the estate of a deceased person, whether or not a resident of the Province at the date of death, which estate is located in the Province; and whether it consists of real or personal property or both;
- (b) in respect of the grant, recall and revocation of letters probate of a will, letters of administration whether with or without a will annexed, and resealing as described in section 73;
- (c) subject to the concurrent jurisdiction of the Court of King's Bench, in the issuance of any orders or directions in connection with the administration, passing of accounts and winding up of the estate of a deceased person as described in paragraph (a).

1983, c.68, s.3; 2023, c.17, s.209

successions de personnes décédées dans la province, d'en rappeler ou d'en révoquer l'octroi, d'exercer un contrôle sur l'administration et la distribution des biens de chaque succession, et de s'acquitter de toute autre fonction que lui assigne la présente loi, sous réserve des règlements, directives et règles établis par la présente loi. En outre, les tribunaux des successions actuels sont fusionnés et remplacés par la Cour des successions.

2(2) Tout renvoi à l'un des Tribunaux des successions ou à l'un de ses juges dans une autre loi est réputé fait à la Cour des successions du Nouveau-Brunswick ou à l'un de ses juges.

1983, ch. 68, art. 2

### Pouvoirs de la Cour

3(1) La Cour a pleine juridiction et entière compétence en matières et causes testamentaires et autres questions relatives à l'octroi, rappel ou révocation de l'homologation ou de l'administration, le tout sans dérogation à la juridiction de la Cour du Banc du Roi et sous réserve de la *Loi sur l'organisation judiciaire*; sauf dispositions contraires de la présente loi ou des règles, sa juridiction et sa compétence s'exercent suivant l'usage établi.

3(2) Sans déroger en aucune façon à la portée générale de ce qui précède et sous réserve de ses dispositions, la Cour a compétence exclusive et des pouvoirs ce qui concerne les matières suivantes :

- a) la succession d'une personne décédée, qu'elle réside ou non dans la province au moment de son décès, lorsque les biens composant sa succession sont situés dans la province, qu'ils soient réels, personnels ou mixtes;
- b) l'octroi, le rappel et la révocation soit des lettres d'homologation d'un testament, soit des lettres d'administration accompagnées ou non du testament, et l'apposition du sceau tel que stipulé à l'article 73;
- c) les directives qu'elle donne et ordonnances qu'elle rend en matière d'administration, d'approbation de comptes et de règlement final de la succession d'une personne, tel que stipulé à l'alinéa a), sous réserve toutefois de la juridiction concurrente de la Cour de Banc du Roi.

1983, ch. 68, art. 3; 2023, ch. 17, art. 209

### Seal of the Court

4(1) The Registrar shall be provided with and have custody of the Seal of the Court as approved by the Lieutenant-Governor in Council.

4(2) The Registrar shall provide facsimile seals to each probate office, the custody of which shall be with the clerk of each office.

### Establishment of probate offices

5(1) The Lieutenant-Governor in Council may establish probate offices in each judicial district for the carrying on of common form business and all other proceedings relating to the administration of estates.

5(2) The sittings of the Court shall be held in the premises where a probate office is established or in such other premises as the judge directs, and shall be presided over by a judge.

### Power to enforce judgments and orders

6 The Court has the same powers as are possessed by the Court of King's Bench of enforcing its judgments and orders in any part of the Province, and may issue the same writs and process as are issued out of the Court of King's Bench, and they have the same force and effect as writs and process issued out of the Court of King's Bench.

2023, c.17, s.209

### Power to punish by fine or imprisonment

7 The Court may punish by fine or imprisonment, or by both, for every wilful contempt of or resistance to its process, rules or orders but the fine shall not in any case exceed one thousand dollars, nor shall the imprisonment exceed six months.

### Applicable rules of evidence

8 The rules of evidence observed in and, except as herein otherwise provided and subject to the rules in contentious matters, the practice and procedure of the Court of King's Bench apply to the Court, and, with respect to all matters within the jurisdiction of the Court, the Court and the judges and officers thereof respectively have and may exercise all the powers of the Court of King's Bench and of the judges and officers thereof.

2023, c.17, s.209

### Sceau de la Cour

4(1) Le sceau de la Cour, qui doit être approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil, est remis au registraire qui en a la garde.

4(2) Le registraire doit fournir à chaque greffe des successions des fac-similés du sceau; le greffier en a la garde.

### Constitution des greffes des successions

5(1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut constituer dans chaque circonscription judiciaire des greffes des successions chargés d'instruire les procédures simples et toute autre procédure relative à l'administration des successions.

5(2) La Cour, dont un juge assure la présidence, siège à tout endroit où est constitué un greffe des successions ou en tout lieu que le juge désigne.

### Pouvoir d'exécuter des jugements et ordonnances

6 La Cour dispose pour l'exécution de ses jugements et de ses ordonnances, partout dans la province, des mêmes pouvoirs que possède la Cour du Banc du Roi; les brefs et actes de procédure qu'elle décerne sont les mêmes que ceux de la Cour du Banc du Roi et ont la même force exécutoire et les mêmes effets.

2023, ch. 17, art. 209

### Pouvoir d'imposer une amende ou une peine

7 La Cour peut imposer une amende ou une peine d'emprisonnement, ou les deux à la fois, en cas de désobéissance, mépris ou entrave délibérés à l'activité de la Cour, à ses ordres et à ses ordonnances; toutefois, l'amende ne peut en aucun cas dépasser mille dollars et la peine d'emprisonnement, six mois.

### Règles de la preuve applicables

8 Sauf dispositions contraires de la présente loi et sous réserve des règles régissant les matières contentieuses, les mêmes règles de la preuve pour la pratique et la procédure suivies devant la Cour du Banc du Roi s'appliquent devant la Cour; sur toute question relevant de sa juridiction, la Cour, ses juges et ses auxiliaires détiennent et exercent les pouvoirs que possèdent la Cour du Banc du Roi, ses juges et ses auxiliaires.

2023, ch. 17, art. 209

**JUDGES****Court of King's Bench judge *ex officio* judge**

2023, c.17, s.209

9(1) Every judge of the Court of King's Bench is *ex officio* a judge of the Court.

9(2) Repealed: 1984, c.10, s.1

1983, c.4, s.17; 1984, c.10, s.1; 2023, c.17, s.209

**Conclusion of business on retirement**

10 Upon retirement, a judge shall have the period of six months from the date of commencement of the retirement to conclude such business of the Court as may at that date be pending before him, whereupon any of such business then dealt with by him shall be considered to have been dealt with by him during his tenure as a judge of the Court.

**COURT OFFICIALS REGISTRAR****Appointment of Registrar and deputy registrars**

11(1) The Registrar and deputy registrars of the Court of King's Bench appointed under the *Judicature Act* shall be the Registrar and deputy registrars of the Court, and shall have such powers and perform such duties as are prescribed by the Lieutenant-Governor in Council, this Act and the rules and regulations under this Act, the Minister of Justice and a judge.

11(2) The Registrar, before entering upon the duties of his office, shall

- (a) take and subscribe an oath of office, or
- (b) make and subscribe an affirmation of office,

as follows:

“I, \_\_\_\_\_, do swear (or solemnly affirm) that I will diligently and faithfully execute the office of Registrar of The Probate Court of New Brunswick, and that I will not knowingly permit or suffer any alteration, obliteration or destruction to be made or done, of any will or testamentary paper, or other document or paper committed to my charge. (In

**JUGES****Juge de la Cour du Banc du Roi est juge d'office**

2023, ch. 17, art. 209

9(1) Chaque juge de la Cour du Banc du Roi est d'office juge de la Cour.

9(2) Abrogé : 1984, ch. 10, art. 1

1983, ch. 4, art. 17; 1984, ch. 10, art. 1; 2023, ch. 17, art. 209

**Terminaison d'une affaire à la retraite**

10 À sa retraite, un juge dispose de la période de six mois à compter de celle-ci pour mener à terme toute affaire pendante; toute opération effectuée par lui dans cet intervalle est réputée faite pendant l'exercice de ses fonctions de juge.

**AUXILIAIRES DE LA COUR REGISTRARE****Nomination du Registraire et des registraires adjoints**

11(1) Le registraire de la Cour du Banc du Roi, nommé en vertu de la *Loi sur l'organisation judiciaire*, est le registraire de la Cour; il en est de même pour les registraires adjoints; ils exerceront les pouvoirs et fonctions que leur confèrent respectivement le lieutenant-gouverneur en conseil, la présente loi, les règles et règlements en vertu de la présente loi, le ministre de la Justice et un juge.

11(2) Le registraire, avant d'entrer en fonction, doit

- a) prêter et souscrire le serment d'office, ou
- b) faire et souscrire l'affirmation d'office,

comme suit :

« Moi, \_\_\_\_\_, je jure (ou j'affirme) que j'exercerai avec diligence et fidélité les fonctions de registraire de la Cour des successions du Nouveau-Brunswick, et que je ne permettrai ou tolérerai sciemment aucune altération, obliteration ou destruction d'un testament, titre ou document confié à

the case where an oath is taken add “So help me God”)

1983, c.4, s.17; 2006, c.16, s.143; 2012, c.39, s.116; 2016, c.37, s.149; 2019, c.2, s.115; 2020, c.25, s.87; 2022, c.28, s.42; 2023, c.17, s.209

**CLERKS**

**Appointment of clerks and deputy clerks**

**12(1)** The Lieutenant-Governor in Council may appoint for each judicial district a suitable person as clerk, who shall perform and exercise within that judicial district all the duties, powers and authority of clerk prescribed by this Act and the regulations made hereunder.

**12(2)** The Minister of Justice may appoint deputy clerks for each judicial district who may perform the duties and exercise all the powers and authority of clerks during the period for which such appointment is made or, where the appointment is not for a definite period, until such appointment is countermanded, and the provisions of subsections (3) and (4) apply, *mutatis mutandis*, to deputy clerks.

**12(3)** Each person appointed in accordance with subsection (1) shall be called “Clerk of the Probate Court of New Brunswick for the Judicial District of \_\_\_\_\_” and is entitled to receive on behalf of the Province the fees prescribed by regulation under this Act and the tax payable under this Act.

**12(4)** A clerk shall be paid for all services performed by him such fees as the Lieutenant-Governor in Council may prescribe.

**12(5)** Every clerk and every deputy clerk, before entering upon the duties of his office, shall take and subscribe the following oath or make and subscribe the following affirmation:

“I, \_\_\_\_\_, do swear (or solemnly affirm) that I will diligently and faithfully execute the office of clerk (or deputy clerk) of the Probate Court of New Brunswick, and that I will not knowingly permit or suffer any alteration, obliteration or destruction to be made or done, of any will or testamentary paper, or other document or paper committed to my charge.” (In the case where an oath is taken add “So help me God”)

mes soins. (Dans le cas du serment, ajouter « Que Dieu me soit en aide »)

1983, ch. 4, art. 17; 2006, ch. 16, art. 143; 2012, ch. 39, art. 116; 2016, ch. 37, art. 149; 2019, ch. 2, art. 115; 2020, ch. 25, art. 87; 2022, ch. 28, art. 42; 2023, ch. 17, art. 209

**GREFFIERS**

**Nomination des greffiers et des greffiers adjoints**

**12(1)** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer comme greffier, pour chaque circonscription judiciaire, une personne qualifiée pour y exercer, dans les limites de cette circonscription, l’ensemble des fonctions, pouvoirs et attributions de greffier qui lui sont confiés par la présente loi et ses règlements.

**12(2)** Le ministre de la Justice peut nommer, pour chaque circonscription judiciaire, des greffiers adjoints pour exercer les fonctions, pouvoirs et attributions des greffiers pendant la période pour laquelle ils sont nommés ou, si la nomination n’est pas faite pour une période fixe, jusqu’à ce qu’elle soit révoquée; les paragraphes (3) et (4) s’appliquent *mutatis mutandis* aux greffiers adjoints.

**12(3)** Chaque personne ainsi nommée conformément au paragraphe (1) porte le titre de « greffier de la Cour des successions du Nouveau-Brunswick pour la circonscription judiciaire de \_\_\_\_\_ » et a le droit de recevoir, au nom de la province, les droits prescrits par règlements établis en vertu de la présente loi et l’impôt payable en vertu de la présente loi.

**12(4)** Un greffier reçoit pour tous les services qu’il fournit les droits que peut prescrire le lieutenant-gouverneur en conseil.

**12(5)** Chaque greffier et greffier adjoint doit, avant d’entrer en fonctions, prêter le serment suivant ou faire l’affirmation suivante devant un juge de la Cour :

« Moi, \_\_\_\_\_, je jure (ou j’affirme) que j’exercerai avec diligence et fidélité les fonctions de greffier (ou de greffier adjoint) de la Cour des successions du Nouveau-Brunswick, et que je ne permettrai ni ne tolérerai sciemment aucune altération, oblitération ou destruction d’un testament, titre ou document confié à mes soins. » (Dans le cas d’un serment, ajouter « Que Dieu me soit en aide »)

before a judge of the Court and a certificate of the oath or affirmation having been duly administered and signed by that judge shall be endorsed on the commission of that clerk, and the clerk shall not be deemed to be appointed until the oath or affirmation is administered and the certificate thereof endorsed as aforesaid.

1983, c.68, s.4; 1999, c.29, s.1; 2006, c.16, s.143; 2012, c.39, s.116; 2016, c.37, s.149; 2019, c.2, s.115; 2020, c.25, s.87; 2022, c.28, s.42

### **Actions in performance and exercise of duties deemed proper**

**12.1** Where a person appointed as a clerk under section 12 has, before the commencement of this section and

- (a) before the appointment under subsection 12(1) was made, or
- (b) before the requirements of subsection 12(5) were met,

performed and exercised or purported to perform and exercise the duties, powers and authority of a clerk prescribed by this Act and the regulations under this Act, the actions of the person in the performance and exercise or purported performance and exercise of the duties, powers and authority are confirmed and shall be deemed to have been properly performed and exercised.

1988, c.35, s.1

### **Registrar and deputy registrar *ex officio* clerks**

**13** The Registrar and deputy registrars of the Court are *ex officio* clerks for each judicial district.

## **PROBATE OFFICES**

### **Office hours of probate offices**

**14(1)** In this section “holiday” means

- (a) a holiday as defined in the *Interpretation Act*;
- (b) Saturday; and
- (c) any other day observed as a holiday within the public service of the Province.

et une mention certifiant que le serment a été régulièrement prêté ou que l’affirmation a été régulièrement faite, signée par le juge, doit être portée sur la commission du greffier, qui n’est pas réputé nommé tant qu’il n’a pas prêté le serment ou fait l’affirmation et que la mention à cet effet n’a pas été portée sur sa commission ainsi qu’il est dit plus haut.

1983, ch. 68, art. 4; 1999, ch. 29, art. 1; 2006, ch. 16, art. 143; 2012, ch. 39, art. 116; 2016, ch. 37, art. 149; 2019, ch. 2, art. 115; 2020, ch. 25, art. 87; 2022, ch. 28, art. 42

### **Actions dans l’exercice des fonctions réputées convenables**

**12.1** Lorsqu’une personne nommée à titre de greffier en vertu de l’article 12 a, avant l’entrée en vigueur du présent article, et

- a) avant que la nomination visée au paragraphe 12(1) n’ait été effectuée, ou
- b) avant que les prescriptions du paragraphe 12(5) n’aient été observées,

exercé ou été présumée exercer les fonctions, pouvoirs et attributions de greffier prescrits par la présente loi et ses règlements, les actions de cette personne dans l’exercice ou l’exercice présumé de ces fonctions, pouvoirs et attributions sont confirmées et sont réputées avoir été convenablement exécutées.

1988, ch. 35, art. 1

### **Le registraire et les registraires adjoints sont d’office greffiers**

**13** Le registraire et les registraires adjoints de la Cour sont d’office greffiers pour chaque circonscription judiciaire.

## **GREFFE DES SUCCESSIONS**

### **Heures ouvrables des greffes des successions**

**14(1)** Dans le présent article, « jour férié » désigne,

- a) un jour férié suivant la définition de la *Loi d’interprétation*;
- b) le samedi;
- c) tout autre jour qui est férié dans les services publics de la province.

**14(2)** Except on holidays, when probate offices shall be closed, every probate office shall be kept open from 9:30 a.m. until 4:30 p.m. each day.

**Filing and preservation of documents**

**15** A clerk shall file and preserve all original wills of which letters probate or letters of administration with the will annexed are granted, and all other papers used in any matter in the Court, subject to the rules.

**Disposition of documents**

**16** Subject to the *Archives Act* and to the rules, where books, documents, papers or other material have been preserved in a probate office for such length of time that it appears they need not be preserved any longer, an order authorizing their disposition may be made by a judge of the Court.

**Forwarding of information to Registrar**

**17** Each clerk shall forward to the Registrar at such intervals and in such manner as the Registrar may from time to time direct, such information in respect of grants of probate and administration made by the Court as the Registrar may request.

**PUBLIC ADMINISTRATOR**

**Repealed**

**18** Repealed: 2005, c.P-26.5, s.29  
2005, c.P-26.5, s.29

**Repealed**

**19** Repealed: 2005, c.P-26.5, s.29  
2005, c.P-26.5, s.29; 2006, c.16, s.143

**Probate value of estate not exceeding three thousand dollars**

**20(1)** Repealed: 2005, c.P-26.5, s.29

**20(2)** Notwithstanding anything in this Act or the rules to the contrary, if the probate value of the estate does not exceed three thousand dollars it is not necessary for the Public Trustee to be appointed by order of the Court as administrator of the estate, but the Public Trustee in such case has the same power and authority to administer the estate as if he had been appointed by order of the Court to administer the same, upon satisfying the Registrar by affidavit filed that he is competent to take out adminis-

**14(2)** Les greffes des successions doivent ouvrir chaque jour de 9h30 à 16h30, sauf pendant les jours fériés.

**Classement et conservation des documents**

**15** Un greffier classe et conserve la copie originale de tout testament ayant fait l'objet d'octroi de lettres d'homologation ou de lettres d'administration accompagnées du testament; il classe et conserve également tout autre document dont la Cour a été saisie, le tout sous réserve des règles.

**Disposition des documents**

**16** Sous réserve de la *Loi sur les archives* et des règles, un juge de la Cour peut, lorsque la conservation de livres, documents ou autres pièces s'avère inutile en raison de leur ancienneté, rendre une ordonnance pour en disposer.

**Envoi de renseignements au registraire**

**17** Chaque greffier doit faire parvenir au registraire, aux époques et en la manière prévues par ce dernier, tout renseignement que ce dernier peut exiger à l'égard des homologations et des administrations accordées par la Cour.

**ADMINISTRATEUR PUBLIC**

**Abrogé**

**18** Abrogé : 2005, ch. P-26.5, art. 29  
2005, ch. P-26.5, art. 29

**Abrogé**

**19** Abrogé : 2005, ch. P-26.5, art. 29  
2005, ch. P-26.5, art. 29; 2006, ch. 16, art. 143

**Valeur homologuée de la succession ne dépassant trois mille dollars**

**20(1)** Abrogé : 2005, ch. P-26.5, art. 29

**20(2)** Nonobstant toute disposition contraire de la présente loi ou des règles, si la valeur homologuée de la succession ne dépasse pas trois mille dollars, il n'est pas nécessaire que le curateur public soit nommé par ordonnance de la Cour; néanmoins, il jouit, dans ce cas, des mêmes pouvoir et faculté d'administrer la succession que s'il avait été nommé à cette fin par ordonnance de la Cour, à la condition de donner assurance au registraire, par le dépôt d'un affidavit, qu'il est habile à obtenir cette

tration of the estate and that the probate value of the estate does not exceed three thousand dollars.

**20(3)** Where the Public Trustee becomes empowered to administer the estate pursuant to subsection (2), letters of administration shall be issued to him.

**20(4)** Repealed: 2005, c.P-26.5, s.29  
1983, c.68, s.5; 2006, c.16, s.143; 2005, c.P-26.5, s.29

#### **Repealed**

**21** Repealed: 2005, c.P-26.5, s.29  
2005, c.P-26.5, s.29

#### **Repealed**

**22** Repealed: 2005, c.P-26.5, s.29  
2005, c.P-26.5, s.29

#### **Fees and reimbursement for expenses of administration**

**23** With respect to the administration of the estate or property of a deceased person, the Public Trustee may charge such fees as are provided for in the *Public Trustee Act* and the regulations under that Act and is entitled to be reimbursed for expenses in accordance with that Act.

1983, c.68, s.6; 2005, c.P-26.5, s.29

#### **Repealed**

**24** Repealed: 2005, c.P-26.5, s.29  
2005, c.P-26.5, s.29

#### **Administration of pension estate**

**25(1)** For the purposes of this section,

- (a) “pension estate” means money payable as an old age pension or as a pension to a blind person under the *Blind Persons Act*, chapter B-7 of the Revised Statutes of Canada, 1970, or the *Old Age Security Act*, chapter O-6 of the Revised Statutes of Canada, 1970, with respect to a person deceased and includes a cheque for pension payable to such person but not endorsed by him, where the amount payable does not exceed three thousand dollars;

administration et que la valeur homologuée de la succession ne dépasse par trois mille dollars.

**20(3)** Lorsque le curateur public est investi du pouvoir d’administrer la succession conformément au paragraphe (2), les lettres d’administration lui sont octroyées.

**20(4)** Abrogé : 2005, ch. P-26.5, art. 29  
1983, ch. 68, art. 5; 2006, ch. 16, art. 143; 2005, ch. P-26.5, art. 29

#### **Abrogé**

**21** Abrogé : 2005, ch. P-26.5, art. 29  
2005, ch. P-26.5, art. 29

#### **Abrogé**

**22** Abrogé : 2005, ch. P-26.5, art. 29  
2005, ch. P-26.5, art. 29

#### **Droits, honoraires ou frais et remboursement des dépenses relatifs à l’administration**

**23** Le curateur public peut exiger, en ce qui a trait à l’administration d’une succession ou des biens d’une personne décédée, les droits, honoraires ou frais prévus par la *Loi sur le curateur public* et les règlements établis en vertu de cette loi et a droit au remboursement de dépenses conformément à cette loi.

1983, ch. 68, art. 6; 2005, ch. P-26.5, art. 29

#### **Abrogé**

**24** Abrogé : 2005, ch. P-26.5, art. 29  
2005, ch. P-26.5, art. 29

#### **Administration de la pension revenant à la succession**

**25(1)** Aux fins d’application du présent article

- a) « pension revenant à la succession » désigne une somme payable à titre de pension de vieillesse ou de pension à un aveugle en vertu de la *Loi sur les aveugles*, Chapitre B-7 des Statuts révisés du Canada de 1970, de la *Loi sur l’assistance vieillesse*, Chapitre O-6 des Statuts révisés du Canada de 1970, à l’égard d’une personne décédée et s’entend également d’un chèque de pension payable à cette personne sans endossement de sa part, lorsque la somme payable ne dépasse pas trois mille dollars;

(b) “pensioner” means a person who has been awarded a pension under the *Blind Persons Act* or the *Old Age Security Act*.

**25(2)** Upon being satisfied that a pensioner has died intestate two months previously leaving a pension estate and that no other person has been or is likely to be granted administration of the pension estate, the Public Trustee may, without letters of administration or order from the Court, enter upon administration of the pension estate.

**25(3)** Where the Public Trustee enters upon administration of the pension estate of a deceased pensioner he is, *ipso facto*, administrator of the pension estate.

**25(4)** Endorsement by the Public Trustee of a pension cheque payable to a deceased pensioner, or to the estate of a deceased pensioner or to the administrator of the estate of a deceased pensioner, is sufficient evidence that he is administrator of the pension estate.

**25(5)** The Public Trustee may pay the pension estate to any relative by blood or connection by marriage of a deceased pensioner or any other person appearing to him or her to be equitably entitled to the same by reason of having incurred expense for the maintenance, medical attention or burial of the deceased pensioner or to have a claim against the estate of the pensioner in relation to any such expense, or he or she may distribute the estate among the said several persons as he or she sees fit.

**25(6)** The costs of administration of a pension estate shall not be a charge upon the estate.

**25(7)** This section applies to the pension estates of deceased pensioners who died before the coming into force of this Act as well as those who die thereafter.

2005, c.P-26.5, s.29

#### **Administration of estates of deceased persons**

**26** The Public Trustee may be appointed to administer the estates of deceased persons dying before as well as after the date of his appointment.

2005, c.P-26.5, s.29

b) « pensionné » désigne une personne qui bénéficie d’une pension en vertu de la *Loi sur les aveugles* ou de la *Loi sur l’assistance-vieillesse*.

**25(2)** Le curateur public peut, sans lettres d’administration ni ordonnance de la Cour, entreprendre l’administration de la pension revenant à la succession s’il est convaincu qu’un pensionné est décédé sans testament deux mois auparavant, laissant une telle pension et que personne n’en a obtenu l’administration ou n’est susceptible de l’obtenir.

**25(3)** Lorsque le curateur public entreprend l’administration de la pension revenant à la succession d’un pensionné décédé, il devient par le fait même administrateur de cette pension.

**25(4)** L’endossement par le curateur public d’un chèque de pension payable à un pensionné décédé, à sa succession ou l’administrateur de celle-ci, constitue une preuve suffisante qu’il est administrateur de cette pension.

**25(5)** Le curateur public peut verser la pension revenant à la succession à un parent par le sang ou par alliance du pensionné décédé ou à toute personne qu’il croit légitimée en raison de dépenses effectuées pour l’entretien, soins médicaux ou funérailles du pensionné décédé ou à toute personne qui lui paraît avoir une demande en ce sens à faire valoir contre la succession; le curateur public peut également partager la succession entre ces différentes personnes, s’il le juge à propos.

**25(6)** Les frais d’administration d’une pension revenant à la succession ne grèvent pas la succession.

**25(7)** Le présent article s’applique indifféremment, concernant les pensions revenant à la succession, aux pensionnés qui ont décédé avant ou après l’entrée en vigueur de la présente loi.

2005, ch. P-26.5, art. 29

#### **Administration de la succession de personnes décédées**

**26** Le curateur public peut indifféremment être chargé d’administrer la succession de personnes décédées avant ou après le jour de sa nomination.

2005, ch. P-26.5, art. 29

## LEGACY ACTION

### Prohibition respecting legacy action

**27** An action for a legacy or for the distribution of a residue shall not be entertained by the Court.

## ISSUANCE OF LETTERS

### Repealed

**28** Repealed: 1992, c.11, s.1  
1992, c.11, s.1

### Where application presented

**29** The applicant for the grant of letters probate of a will or letters of administration may present his application to the probate office in the judicial district in which the deceased was resident at the time of his death or in which property of the deceased is situate.

### Letters in force until revoked

**30** Letters probate of a will and letters of administration granted by the Court shall remain in force until revoked.

### Effect of letters

**31** Letters probate of a will and letters of administration have effect in all parts of the Province.

## PRODUCTIONS AND CONTENTIOUS PROCEEDINGS

### Order to produce documents, order to attend for examination

**32(1)** Whether an action or other proceeding is or is not pending in the Court with respect to probate or administration, the Court may, on motion or other proceeding in a summary manner, order any person to produce and bring before the clerk, or otherwise as the Court directs, any paper or writing being or purporting to be testamentary, any document relating to securities, contracts or assets of the deceased, or any personal property of the deceased, that is shown to be in the possession or under the control of that person.

**32(2)** If it is not shown that the paper or writing is in the possession or under the control of that person, but it appears that there are reasonable grounds for believing that the person has knowledge of the paper or writing,

## ACTION PORTANT SUR UN LEGS

### Interdiction concernant une action portant sur un legs

**27** La Cour ne peut accueillir une action portant sur un legs ou le partage du solde net d'une succession.

## DÉLIVRANCE DES LETTRES

### Abrogé

**28** Abrogé : 1992, ch. 11, art. 1  
1992, ch. 11, art. 1

### Endroit de la demande des lettres

**29** Toute personne qui désire obtenir des lettres d'homologation d'un testament ou des lettres d'administration peut les demander au greffe des successions de la circonscription judiciaire où le défunt, au moment de son décès, avait sa résidence ou au greffe de la circonscription dans laquelle les biens du défunt sont situés.

### Lettres en vigueur jusqu'à leur révocation

**30** Les lettres d'homologation d'un testament et les lettres d'administration accordées par la Cour demeurent en vigueur jusqu'à leur révocation.

### Effet des lettres

**31** Les lettres d'homologation d'un testament et les lettres d'administration produisent leur effet partout dans la province.

## PRODUCTION DE DOCUMENTS ET PROCÉDURES CONTENTIEUSES

### Ordonnance de production de documents, ordonnance de comparution pour audition

**32(1)** Qu'elle soit saisie ou non d'une action ou de toute autre procédure ayant pour objet l'homologation ou l'administration, la Cour peut, sur présentation d'une requête ou autre procédure sommaire, ordonner qu'une personne produise et présente au greffier, ou remette en la manière prescrite par la Cour, tout document ou écrit de nature testamentaire ou présumé l'être, tout document se rattachant aux valeurs, contrats ou actifs du défunt, ou tout bien personnel du défunt qu'elle a manifestement en sa possession ou son contrôle.

**32(2)** Si elle a des motifs de croire que la personne connaît l'existence du document ou de l'écrit mais qu'il n'est pas démontré qu'il est en sa possession ou contrôle,

the Court may direct that person to attend for the purpose of being examined

- (a) in open court,
- (b) before the clerk or such person as the Court directs, or
- (c) upon interrogatories,

respecting the paper or writing and to produce and bring in such paper or writing, and such person is subject to the same process in case of default in not attending or in not answering questions or interrogatories or not bringing in the paper or writing as to those to which he would have been subject if he had been a party to a suit in the Court and had made such default, and the costs of such motion or other proceeding are in the discretion of the Court.

**Removal of contentious proceedings to Court of King’s Bench**

2023, c.17, s.209

**33(1)** Any contentious cause or proceeding may be removed into the Court of King’s Bench by order of a judge where, in his opinion, it is necessary or desirable so that all matters of controversy between the parties may be completely and finally determined and multiplicity of legal proceedings concerning those matters avoided.

**33(2)** The judge of the Court of King’s Bench may impose such terms as to payment of or security for costs or otherwise that he considers just.

**33(3)** The judgment of the Court of King’s Bench in any contentious cause or proceeding so removed shall be certified by the clerk of the probate office from which it was removed.

2023, c.17, s.209

**APPEALS**

**Right of a party or person taking part in proceeding to appeal**

**34** Any party or person taking part in an action or other proceeding may appeal to the Court of Appeal from any order, determination or judgment of the Court or a judge thereof in any matter or cause if the value of the property affected by such order, determination or

la Cour peut ordonner à cette personne de comparaître en vue de son audition

- a) soit en audience publique,
- b) soit devant le greffier, ou la personne que désigne la Cour, ou
- c) de la soumettre à un interrogatoire

à l’égard du document ou de l’écrit, et de produire et d’apporter le document ou l’écrit; la personne en cause qui n’a pas comparu à l’audition, n’a pas répondu aux questions posées ou n’a pas soumis les pièces ou documents, s’expose aux mêmes sanctions que si elle était partie à une action devant la Cour; la répartition des frais et dépens de la requête ou des autres procédures est laissée à la discrétion de la Cour.

**Évocation de procédures contentieuses à la Cour du Banc du Roi**

2023, ch. 17, art. 209

**33(1)** Toute cause ou procédure contentieuse peut être évoquée devant la Cour du Banc du Roi par une ordonnance d’un juge visant, dans la mesure du possible, à vider toutes questions controversées entre les parties et à éviter toute multiplicité de procédures judiciaires à l’égard de ces questions.

**33(2)** Le juge de la Cour du Banc du Roi peut, à l’égard du paiement ou de la garantie du paiement des frais ou en toute autre matière, imposer les conditions qu’il estime justes.

**33(3)** Le jugement de la Cour du Banc du Roi doit, dans toute cause ou procédure contentieuse ainsi évoquée, être certifié par le greffier du greffe des successions déssaisi.

2023, ch. 17, art. 209

**APPEL**

**Droit d’appel d’une partie ou d’un intervenant**

**34** Une personne qui est partie ou qui intervient à une action ou autre procédure peut se pourvoir à la Cour d’appel d’une ordonnance, d’une décision ou d’un jugement rendu par la Cour ou un de ses juges sur toute question ou cause pourvu que la valeur des biens visés

judgment exceeds one thousand dollars; in any other case appeal shall be by leave of the Court of Appeal only.

### **Right of person beneficially interested to appeal**

**35** Where the claimant or personal representative having a right of appeal pursuant to section 34 does not appeal from the order, determination or judgment, any person beneficially interested in the estate may, by leave of a judge of the Court of Appeal, appeal therefrom.

## **APPLICATION FOR GRANT**

### **Application where deceased resident in Province, application where deceased member of forces, mariner or seaman**

**36(1)** On every application for letters probate of a will or for letters of administration where the deceased was resident in the Province at the time of his death, his place of abode at the time of his death shall be made to appear by affidavit of the person or one of the persons making the application, and thereupon and upon proof of the will, or in case of an intestacy, upon proof that the deceased died intestate, letters probate of the will or letters of administration, as the case may be, may be granted.

**36(2)** Where, upon the application for letters probate of the will of a person who at the time of the execution of the will was a member of the forces, or was a mariner or seaman at sea or in the course of a voyage, it appears that the witnesses are dead or incompetent or that the whereabouts of the witnesses, or any of them, are unknown, the Court may accept such evidence as it considers satisfactory as to the validity and proper execution of such will, notwithstanding anything in this Act, the rules or regulations.

**36(3)** In subsection (2), “member of the forces” means a member of a component of the Canadian forces

(a) that is referred to in the *National Defence Act*, chapter N-4 of the Revised Statutes of Canada, 1970, or

(b) while placed on active service under the *National Defence Act*,

par l’ordonnance, la décision ou le jugement dépasse mille dollars; dans les autres cas, elle peut en appeler seulement après avoir obtenu la permission de la Cour d’appel.

### **Droit d’appel d’une personne ayant intérêt à titre de bénéficiaire**

**35** Lorsque le réclamant ou le représentant personnel ne se prévaut pas du droit d’appel que lui attribue l’article 34 contre l’ordonnance, la décision ou le jugement, toute personne ayant un intérêt à titre de bénéficiaire dans la succession peut en appeler, après en avoir obtenu la permission d’un juge de la Cour d’appel.

## **DEMANDE D’HOMOLOGATION OU D’ADMINISTRATION**

### **Demande lorsque le décédé est résidant de la province, demande lorsque le décédé est membre des Forces, marin ou homme en mer**

**36(1)** Toute demande de lettres d’homologation d’un testament ou demande de lettres d’administration doit, si la personne résidait dans la province au moment de son décès, être accompagnée d’un affidavit du requérant ou d’un des requérants indiquant le lieu de cette résidence; par la suite, sur preuve de l’existence d’un testament, ou de l’absence de testament dans le cas de succession non testamentaire, des lettres d’homologation du testament ou des lettres d’administration, selon le cas, peuvent être accordées.

**36(2)** La Cour peut, lorsqu’est présentée la demande d’homologation du testament d’une personne membre des Forces, marin ou homme en mer ou en voyage, à l’époque de la passation du testament et qu’il apparaît que les témoins soient décédés, qu’il existe un empêchement à leur égard ou qu’on ignore où ils se trouvent, accepter tout élément de preuve qu’elle considère suffisant pour admettre la validité et la passation régulière du testament, nonobstant toute disposition contraire de la présente loi, des règles ou des règlements.

**36(3)** L’expression « membre des Forces » désigne au paragraphe (2) un membre d’un élément constitutif des Forces canadiennes

a) évoqué dans la *Loi concernant la défense nationale*, chapitre N-4 des Statuts révisés du Canada de 1970, ou

b) en service actif conformément à la *Loi concernant la défense nationale*,

or a member of any other naval, land or air force while on active service.

**Application where deceased had no fixed place of abode or was a non-resident**

**37** On every application for letters probate of a will or for letters of administration where the deceased had no fixed place of abode in the Province or the deceased was a non-resident of the Province at the time of his death, and the deceased died leaving property in the Province, it shall be made to so appear by affidavit of the person or one of the persons making the application, and thereupon and upon proof of the will or, in the case of intestacy, upon proof that the deceased died intestate, letters probate of the will or letters of administration, as the case may be, may be granted.

**Court governed by principles of common law**

**38** Except as otherwise provided in this Act or the rules, or in any other Act of the Legislature, the Court, in granting probate or administration, shall be governed by the principles of the common law.

**Application by person not next-of-kin**

**39** Where application is made for letters of administration by a person not entitled to a grant thereof as next of kin of the deceased, an order shall be made requiring the next of kin, or others having or claiming to have an interest in the property of the deceased, resident in the Province, to show cause why the administration should not be granted to the person applying therefor; and if neither the next of kin nor any person of the kindred of the deceased resides in the Province a copy of the order shall be served or published in the manner prescribed by the rules.

**Grant of temporary administration**

**40(1)** If the next-of-kin of a deceased, residing in the Province and regularly entitled to administer the estate, is absent from the Province, the Court may grant a temporary administration to the applicant or to such other person as the Court thinks fit, for a limited time or subject to revocation upon the return of that next-of-kin to the Province.

**40(2)** The administrator appointed under subsection (1) shall give such security as the Court directs, and has all the rights and powers of an administrator and is subject to the immediate control of the Court.

ou un membre d'une autre force navale, terrestre ou aérienne en service actif.

**Demande concernant la personne décédée sans résidence fixe ou non-résidente**

**37** Toute demande d'homologation d'un testament ou de lettres d'administration doit, lorsqu'une personne n'avait pas de résidence fixe ou ne résidait pas dans la province au moment de son décès et qu'elle laisse des biens situés dans la province, être accompagnée d'un affidavit du requérant ou d'un des requérants déclarant ces faits; puis, sur preuve de l'existence d'un testament ou de son absence, dans le cas de succession non testamentaire, l'homologation du testament ou les lettres d'administration, selon le cas, peuvent être accordées.

**Règles de la common law**

**38** En accordant l'homologation ou l'administration, la Cour est soumise aux règles de la common law, à moins qu'il n'en soit prévu autrement dans la présente loi, les règles ou autre loi de la Législature.

**Demande par une personne non proche-parent**

**39** Lorsqu'une personne présente une demande de lettres d'administration sans être un proche parent du défunt, une ordonnance doit être rendue obligeant les proches parents ou toute personne ayant ou revendiquant un intérêt sur les biens du défunt et résidant dans la province à exposer les raisons pour lesquelles le requérant ne devrait pas être chargé de l'administration de la succession; si aucun des proches parents ou des autres parents du défunt ne réside dans la province, une copie de l'ordonnance doit être signifiée ou publiée en la manière prescrite par les règles.

**Administration provisoire**

**40(1)** Si le proche parent du défunt, résidant habituellement dans la province et ayant normalement droit à l'administration de la succession, est absent de la province, la Cour peut accorder provisoirement l'administration au requérant ou à toute autre personne qu'elle estime habile, pour une période déterminée ou sous réserve de révocation au retour du proche parent dans la province.

**40(2)** L'administrateur nommé en vertu du paragraphe (1) doit fournir la garantie que la Cour exige; il est investi de tous les droits et pouvoirs d'un administrateur et est placé sous l'autorité directe de la Cour.

**Notarial will made in Quebec**

**41** A notarial will made in the Province of Quebec may be admitted to probate without the production of the original will upon filing a notarial copy thereof together with the other proper proofs leading to a grant.

1997, c.7, s.6

**Stay of proceedings where two applications made**

**42** Where it appears by the certificate of the Registrar that application for the grant of letters probate of a will or letters of administration has been made to two or more probate offices, the judges sitting in the judicial districts for those probate offices in which such applications have been made shall stay proceedings therein and shall direct the parties to apply to one of them for such direction in the matter as that judge considers necessary.

**Determination of appropriate probate office**

**43(1)** On the application made to the judge under section 42, the judge shall inquire into the matter in a summary manner and may determine as to which probate office the application shall be made for the grant of letters probate of a will or letters of administration; and in making such determination the judge shall take into account the balance of convenience to those who have an apparent interest in the estate.

**43(2)** The judge may order costs to be paid by any of the applicants, and the order shall be enforced by the Court of King's Bench.

**43(3)** The determination of the judge made pursuant to subsection (1) is final and conclusive, and the Registrar shall without delay transmit a certified copy of the judge's order to the clerks of the probate offices wherein such applications for the grant of letters probate of a will or letters of administration were made.

1983, c.68, s.7; 2023, c.17, s.209

**CAVEATS****Lodging of caveat**

**44** A caveat against a grant of letters probate of a will or letters of administration may be lodged with the Registrar or with the clerk of a probate office.

**Testament devant notaire fait au Québec**

**41** Un testament rédigé en forme notariée suivant les lois de la province de Québec peut être homologué, sans que l'original du testament ne soit produit, par le dépôt d'une copie notariée accompagnée de toute autre pièce nécessaire à l'homologation.

1997, ch. 7, art. 6

**Suspension des procédures au cas où deux ou plusieurs greffes sont saisis de demandes**

**42** Si le certificat du registraire révèle que des demandes d'homologation de testament ou des demandes de lettres d'administration ont été présentées à deux ou plusieurs greffes des successions, les juges qui siègent dans les circonscriptions judiciaires où sont situés les greffes saisis d'une demande doivent suspendre ces procédures et ordonner aux parties de demander au juge de leur choix qu'il leur donne toute directive appropriée.

**Désignation du propre greffe des successions**

**43(1)** Le juge, saisi d'une demande en vertu de l'article 42, l'étudie sommairement et peut désigner le greffe des successions où doit être présentée la demande des lettres d'homologation d'un testament ou la demande des lettres d'administration; dans cette démarche, le juge considère ce qui convient le mieux aux personnes qui ont un droit apparent dans la succession.

**43(2)** Le juge peut, par ordonnance, mettre les frais de la demande à charge de l'un des requérants; la Cour du Banc du Roi assure l'exécution de l'ordonnance.

**43(3)** La décision du juge prise conformément au paragraphe (1) est définitive et finale; le registraire doit en transmettre sans délai une copie certifiée conforme au greffier de chaque greffe des successions saisi de cette demande.

1983, ch. 68, art. 7; 2023, ch. 17, art. 209

**OPPOSITION****Opposition**

**44** Le registraire ou le greffier d'un greffe des successions peut accueillir toute opposition à l'octroi de lettres d'homologation d'un testament ou d'octroi de lettres d'administration.

### **Summons to attend and parties to proceedings**

**45** Where proceedings are taken for proving a will in solemn form or for revoking the grant of letters probate of a will on the ground of the invalidity thereof, or where in any other contentious cause or matter the validity of a will is disputed, all persons having or claiming to have an interest in the property affected by the will may, subject to this Act and the rules, be summoned to attend the proceedings and may be permitted to become parties, subject to the rules and to the discretion of the Court.

### **Summons to executor**

**46** The Court may summon any person who has been named as an executor of any will to prove or to refuse to prove such will, and to bring in inventories and to do every other thing necessary or expedient concerning the will.

## **EXECUTORS' APPOINTMENTS**

### **Cessation of executorship**

**47** When an executor survives a testator, but dies without having taken probate, or when an executor is summoned to take probate and does not appear, his right in respect of the executorship wholly ceases, and the representation on behalf of the testator and the administration of his property without any further renunciation go, devolve, and are committed in the same manner as if that person had not been named executor.

### **Renunciation by executor**

**48** Where a person renounces probate of a will of which he is named an executor, his rights in respect of the executorship wholly cease, and the representation on behalf of the testator and the administration of his property without any further renunciation go, devolve and are committed in the same manner as if such person had not been named executor.

### **Infant as sole executor**

**49** Where a minor is the sole executor under a will, administration with the will annexed shall be granted to the guardian of the minor or to such other person as the Court thinks fit until the minor has attained the age of majority, at which time, and not before, letters probate of the will may be granted to him.

1986, c.4, s.41

### **Assignation à comparaître et parties aux procédures**

**45** Lorsque des procédures sont intentées en vue de prouver un testament en la forme solennelle ou en vue d'obtenir la révocation de lettres d'homologation d'un testament pour cause d'invalidité, ou lorsque la validité d'un testament est contestée dans toute autre cause ou question de nature contentieuse, toutes personnes ayant ou revendiquant un intérêt sur les biens visés au testament peuvent, sous réserve des dispositions de la présente loi et des règles, être assignées à comparaître et, sous réserve des règles et à la discrétion de la Cour, être autorisées à devenir parties aux procédures.

### **Assignation d'un exécuteur testamentaire**

**46** La Cour peut faire comparaître tout exécuteur testamentaire en vue d'établir la preuve d'un testament, la rejeter, remettre les inventaires et accomplir tout autre acte nécessaire ou utile relativement au testament.

## **NOMINATION D'EXÉCUTEURS TESTAMENTAIRES**

### **Cessation des fonctions de l'exécuteur testamentaire**

**47** L'exécuteur testamentaire qui survit au testateur mais décède sans avoir fait homologuer le testament, ou l'exécuteur testamentaire qui, sommé de le faire homologuer, fait défaut de comparaître, perd tous ses droits d'exécuteur testamentaire et, sans autre renonciation, la transmission des fonctions de représentation du testateur et d'administration de ses biens se fait comme si cet exécuteur testamentaire n'avait jamais été désigné.

### **Renonciation par l'exécuteur testamentaire**

**48** L'exécuteur testamentaire qui renonce à faire homologuer un testament perd tous ses droits d'exécuteur testamentaire et, sans autre renonciation, la transmission des fonctions de représentation du testateur et d'administration de ses biens se fait comme si cet exécuteur testamentaire n'avait jamais été désigné.

### **Mineur à titre d'exécuteur testamentaire**

**49** Lorsqu'un mineur est l'unique exécuteur désigné par testament, les lettres d'administration accompagnées du testament sont délivrées à son tuteur ou à toute personne que la Cour juge à propos jusqu'à ce que le mineur ait atteint sa majorité, et ce n'est qu'à ce moment seulement que ce dernier peut obtenir les lettres d'homologation.

1986, ch. 4, art. 41

**Power of guardian or other person**

**50** The guardian of the minor or the person appointed under section 49 to whom such administration is granted has the same powers as an administrator has by virtue of an administration granted to him during the minority of the next-of-kin.

1986, c.4, s.41

**OFFICIAL COPIES****Obtainment of official copies**

**51** An official copy of the whole or any part of a will, or an official certificate of the grant of any letters probate of a will or of letters of administration may be obtained from the clerk on payment of the fee as prescribed by the rules.

**ADMINISTRATORS' APPOINTMENTS****Appointment of administrator pending validity of will**

**52** Pending an action or other proceeding concerning the validity of the will of a deceased person or for obtaining, recalling or revoking any grant of letters probate of a will or letters of administration, the Court may appoint an administrator of the property of the deceased person, and the administrator so appointed has all the rights and powers of an administrator, other than the right of distributing the residue of the property, and every such administrator is subject to the immediate control and direction of the Court, and the Court may direct that such administrator receive out of the property of the deceased such reasonable remuneration as the Court considers proper.

**Appointment of administrator**

**53(1)** Subject to subsection (3), where a person dies wholly intestate or the executor named in a will refuses upon citation to prove the will, the administration of the property of the deceased may be committed by the Court to the spouse, to the next-of-kin or to the spouse of the next-of-kin, of the deceased as the Court considers proper, and where more than one person claim the administration as next-of-kin who are equal in degrees of kindred to the deceased, or where only one desires the administration as next-of-kin where there are more persons than one of equal kindred, the administration may be committed to such one or more of such next-of-kin as the Court considers proper.

**Pouvoirs du tuteur ou autre personne**

**50** Le tuteur ou la personne nommée en vertu de l'article 49, à qui est confiée cette administration a les pouvoirs d'un administrateur en vertu de l'administration qui lui est confiée pendant la minorité du proche parent.

1986, ch. 4, art. 41

**COPIE OFFICIELLE****Copies officielles**

**51** Le greffier peut, moyennant paiement des droits que prescrivent les règles, délivrer sur demande un copie officielle de tout ou partie d'un testament ou une attestation officielle constatant l'octroi de lettres d'homologation d'un testament ou l'octroi de lettres d'administration.

**NOMINATION D'ADMINISTRATEURS****Nomination d'un administrateur lorsqu'une action est en cours**

**52** Alors qu'une action ou un autre procédure portant sur la validité d'un testament ou portant sur l'obtention, le rappel ou l'annulation de l'octroi de lettres d'homologation d'un testament ou l'octroi de lettres d'administration est en cours, la Cour peut nommer un administrateur pour les biens de la personne décédée, qui détient les droits et pouvoirs d'un administrateur sauf celui du partage du solde net des biens; cet administrateur est placé sous le contrôle et l'autorité directe de la Cour, qui peut l'autoriser à percevoir à même les biens de la succession toute rémunération qu'il juge appropriée.

**Nomination d'un administrateur**

**53(1)** Sous réserve du paragraphe (3), la Cour peut, lorsqu'une personne décède sans testament ou que l'exécuteur désigné au testament refuse de procéder à l'homologation du testament après en avoir été sommé, confier si elle juge à propos l'administration des biens du défunt à son conjoint, à son plus proche parent ou au conjoint de ce dernier; la Cour peut si elle juge à propos, lorsque plusieurs proches parents de même degré de parenté par rapport au défunt ou un seul d'entre eux désirent obtenir l'administration des biens, en confier l'administration à l'un ou à plusieurs des proches parents.

**53(2)** Subject to subsection (3), where a person dies wholly intestate as to his property, or dies leaving a will affecting property but without having appointed an executor thereof or an executor willing and competent to take probate, and the persons entitled to administration, or a majority of such of them as are resident in the Province, request that another person be appointed to be the administrator of the property of the deceased, or of any part of it, the right that such persons possessed to have administration granted to them in respect of it belongs to that person.

**53(3)** Where a person dies wholly intestate as to his property or dies leaving a will affecting property but without having appointed an executor thereof willing and competent to take probate or the executor was at the time of the death of such person resident out of the Province, and it appears to the Court to be necessary or convenient by reason of insolvency of the estate of the deceased, or other special circumstances, to appoint some person to be the administrator of the property of the deceased or of any part of such property, other than the person who if this subsection had not been enacted would have been entitled to the grant of administration, it is not obligatory upon the Court to grant administration to the person who if this subsection had not been enacted would have been entitled to a grant thereof, but the Court may appoint such person as it considers proper upon his giving such security as it directs, and every such administration may be limited as the Court considers best.

**53(4)** A trust company authorized to do business in the Province may be appointed as administrator under subsection (2) or (3), either alone or jointly with another person.

**Power of administrator to sue or prosecute or to act as personal representative of deceased**

**54** After a grant of letters of administration no person, other than the administrator, has power to sue or prosecute any action or otherwise act as personal representative of the deceased as to the property comprised in or affected by such grant of administration until such administration has been recalled or revoked.

**Limited letters**

**55** A person entitled to a grant of letters of administration to the property of a deceased person may, at the discretion of the Court, take out limited letters.

**53(2)** Sous réserve du paragraphe (3), lorsqu'une personne décède sans testament ou laisse un testament qui touche seulement à certains biens mais sans désignation d'exécuteur testamentaire, ou que l'exécuteur désigné est inhabile ou refuse d'homologuer le testament et que les personnes en droit d'obtenir l'administration ou la majorité d'entre elles qui résident dans la province demandent qu'une autre personne soit nommée administrateur de la totalité ou d'une partie des biens du défunt, le droit dont jouissent ces personnes d'obtenir l'administration des biens appartient à cette tierce personne.

**53(3)** Lorsqu'une personne décède sans testament ou laisse un testament qui touche seulement à certains biens mais sans désignation d'exécuteur testamentaire habile et disposé à homologuer le testament ou lorsque l'exécuteur désigné au testament réside en dehors de la province au moment du décès du testateur, et que la Cour juge nécessaire ou opportun, en raison de l'insolvabilité de la succession ou d'autres circonstances particulières, de nommer comme administrateur de la totalité ou d'une partie des biens du défunt une autre personne qui, sans le présent paragraphe, ne serait pas normalement en droit d'obtenir l'administration, la Cour peut alors nommer la personne de son choix moyennant constitution d'une garantie qu'elle détermine et peut limiter l'étendue de son administration si elle le juge à propos.

**53(4)** Une compagnie de fiducie autorisée à exercer dans la province peut être nommée administrateur ou co-administrateur dans les cas prévus aux paragraphes (2) ou (3).

**Pouvoir de l'administrateur d'ester en justice ou d'agir comme représentant du défunt**

**54** Une fois les lettres d'administration accordées, seul l'administrateur peut intenter une action ou accomplir tout autre acte à titre de représentant personnel du défunt quant aux biens visés par les lettres d'administration ou affectés par elles jusqu'au rappel ou la révocation de ces lettres.

**Lettres limitées**

**55** La personne qui a droit aux lettres d'administration des biens d'une personne décédée peut, à la discrétion de la Cour, recevoir des lettres limitées à certains biens.

**INVENTORY****Necessity to deliver statement of total value of property**

**56(1)** The person applying for a grant of letters probate of a will or letters of administration shall before they are granted make or cause to be made and delivered to the clerk a true statement of the total value, verified by the oath of the applicant, of all the property that belonged to the deceased at the time of his death.

**56(2)** When after the grant of letters probate of a will or letters of administration any property belonging to the deceased at the time of his death and not included in such statement of total value is identified or discovered by the executor or administrator, he shall within two months thereafter make and deliver to the clerk a true statement of the total value, verified by oath, of such newly identified or discovered property.

**56(3)** Where the application or grant is limited to part only of the property of the deceased, it is sufficient to set forth in the statement of total value the property intended to be affected by such application or grant.

**BONDS****Bonds**

**57(1)** Except where otherwise provided by law, where letters of administration including administration with the will annexed are granted to a person who is a creditor of the deceased or who is not a resident of the Province, the person shall give a bond to the Court to enure to the benefit of the Court or such person or persons to whom the Court may later assign the bond upon default being made thereunder, with a surety or sureties as required by the Court, conditioned for the due collecting, getting in, administering and accounting for the property of the deceased, and the bond shall be in the form prescribed by the rules, and in cases not provided for by the rules, the bond shall be in such form as the Court by special order directs.

**57(1.1)** Where letters of administration including administration with the will annexed are granted to a person other than one who is required under subsection (1) to give a bond, the Court, on its own initiative or on the application of any person interested, may require the person to whom letters of administration are granted to give a bond in accordance with that subsection if, in the opinion of the Court, a bond is necessary to secure the due collecting, getting in, administering and accounting for the property of the deceased.

**INVENTAIRE****Devoir de remettre un relevé de la pleine valeur des biens**

**56(1)** Avant de se voir accorder les lettres d'homologation d'un testament ou les lettres d'administration, le requérant doit dresser ou faire établir un relevé fidèle de la pleine valeur des biens appartenant au défunt à son décès et le remettre au greffier après l'avoir reconnu véritable par assermentation.

**56(2)** L'exécuteur testamentaire ou l'administrateur qui, après délivrance de lettres d'homologation d'un testament ou de lettres d'administration, découvre ou identifie des biens qui sont propriété du défunt à son décès qu'il n'a pas rapporté au relevé doit, dans les deux mois qui suivent, établir un relevé fidèle de leur pleine valeur, le reconnaître véritable par assermentation et le remettre au greffier.

**56(3)** Lorsque la demande ou l'octroi ne portent que sur une partie des biens de la personne décédée, il est suffisant que seule cette partie soit établie dans le relevé de la pleine valeur.

**CAUTIONNEMENT****Cautionnement**

**57(1)** Sauf disposition contraire de la loi, lorsque des lettres d'administration y compris celles accompagnées du testament sont accordées à une personne qui est un créancier du défunt ou qui ne réside pas dans la province, cette personne doit fournir à la Cour un cautionnement qui, en cas d'inexécution des obligations qu'il garantit, privilégiera la Cour et tout cessionnaire ultérieur; le cautionnement, comprenant toute caution exigée par la Cour et constitué pour garantir la régularité des opérations de recouvrement, d'encaissement, d'administration et de reddition de comptes afférentes aux biens du défunt, est établi en la forme prescrite par les règles et, à défaut, par voie d'ordonnance spéciale de la Cour.

**57(1.1)** Lorsque des lettres d'administration y compris celles accompagnées du testament sont accordées à une personne autre que celle qui doit fournir un cautionnement en vertu du paragraphe (1), la Cour peut, de sa propre initiative ou à la demande d'une personne intéressée, obliger la personne à laquelle les lettres d'administration sont accordées à fournir un cautionnement conformément à ce paragraphe si, à son avis, un cautionnement est nécessaire pour garantir la régularité des opérations de

**57(2)** Where a bond is required it shall be in an amount equal to the amount under which the property of the deceased has been sworn, and the Court may direct that more than one bond be given so as to limit the liability of any surety to such amount as the Court considers proper.

**57(3)** Notwithstanding subsection (1), the Court may at any time under special circumstances reduce the amount of, revise the conditions of, or dispense with, a bond.

**57(4)** The Court, on an application made in a summary manner and on being satisfied that the condition of a bond has been broken, may order the clerk to assign the bond to some person to be named in the order, and such person is thereupon entitled to sue on the bond in his own name as if it had been originally given to him, and he shall recover thereon, as trustee for all persons interested, the full amount recoverable in respect of any breach of the condition of the bond.

1983, c.68, s.8; 1997, c.10, s.1

### Exemptions from bond requirement

**58(1)** It is not necessary for the Province, any provincial commission, board or agency created under any Act of the Legislature, the Public Trustee or a trust company authorized to do business in the Province to give any security for the due performance of its duty as executor, administrator, trustee, committee, or in any other office to which it may be appointed by order of the Court or under any Act.

**58(2)** Repealed: 1997, c.10, s.2

1983, c.68, s.9; 1997, c.10, s.2; 2005, c.P-26.5, s.29

### Just and full account when lawfully required

**59** The oaths or affirmations to be taken, and any bonds or other security to be given, by personal representatives, and letters probate of a will and letters of administration, shall require the personal representative to render a just and full account of his executorship or administration only when lawfully required.

1997, c.10, s.3

recouvrement, d'encaissement, d'administration et de reddition de comptes afférentes aux biens du défunt.

**57(2)** Lorsqu'un cautionnement est requis, il est constitué pour une somme égale à la valeur, attestée sous serment, des biens du défunt et la Cour peut ordonner la constitution de plusieurs cautionnements pour limiter la responsabilité d'une caution au montant qu'elle juge à propos.

**57(3)** Nonobstant le paragraphe (1), la Cour peut toujours, en raison de circonstances particulières, réduire le montant d'un cautionnement, en changer les conditions ou dispenser de l'obligation de cautionnement.

**57(4)** La Cour peut, sur demande présentée de manière sommaire et après constat de l'inexécution des obligations garanties par cautionnement, ordonner au greffier de céder le cautionnement au cessionnaire nommé désigné dans l'ordonnance; le cessionnaire nommé peut poursuivre en son nom le recouvrement garanti par le cautionnement comme s'il était le créancier originaire et il doit recouvrer, à titre de fiduciaire de toutes personnes intéressées, la totalité de la somme exigible en raison de l'inexécution d'une obligation garantie par le cautionnement.

1983, ch. 68, art. 8; 1997, ch. 10, art. 1

### Cas d'exemption d'une sûreté ou du cautionnement

**58(1)** La province, une commission, un office ou une agence provinciale quelconque créée en vertu d'une loi de la Législature, le curateur public ou une compagnie de fiducie autorisée à faire affaires dans la province ne sont pas tenus de fournir une sûreté en garantie de l'accomplissement normal de leur mandat d'exécuteur testamentaire, d'administrateur, de fiduciaire, de curateur ou de toute autre charge qu'une ordonnance de la Cour ou qu'une loi peut leur confier.

**58(2)** Abrogé : 1997, ch. 10, art. 2

1983, ch. 68, art. 9; 1997, ch. 10, art. 2; 2005, ch. P-26.5, art. 29

### Compte fidèle et complet lorsqu'obligé

**59** Les serments ou affirmations, tous cautionnements ou autres garanties que doivent prêter et fournir les représentants personnels, les lettres d'homologation d'un testament et les lettres d'administration obligent le représentant personnel de rendre un compte fidèle et complet

de l'exécution de ses fonctions que dans le cas où cette obligation lui est légalement imposée.

1997, ch. 10, art. 3

### **Additional security**

**60(1)** Where a surety for a personal representative dies or becomes insolvent or where for any other reason any security furnished by a personal representative becomes inadequate or insufficient, the Court may require other or additional security to be furnished, and if it is not furnished as directed the Court may revoke the grant of letters of administration.

**60(2)** An order made pursuant to subsection (1) may be made by the Court on its own initiative or on the application of any person interested.

1997, c.10, s.4

### **Substitution of surety**

**61(1)** Where a surety for a personal representative desires to be discharged from his obligation or where a personal representative desires to substitute other security for that furnished by him, the Court may allow other security to be furnished in lieu of such surety or of the security so furnished on such terms as it considers proper, and the Court may direct that, upon the substituted security being furnished, and if it so directs upon the accounts of the personal representative being passed, the surety or sureties be discharged.

**61(2)** An application made pursuant to subsection (1) may be made *ex parte* or on such notice as the Court directs.

1983, c.68, s.10

### **Cancellation of bond or security**

**62** Where an administrator has passed his or her final accounts and has paid into Court or distributed the whole of the property of the deceased that has come to his or her hands, the Court may direct any bond or other security furnished by the administrator to be delivered up to be cancelled.

1994, c.66, s.1; 1997, c.10, s.5

### **Garantie nouvelle ou complémentaire**

**60(1)** Lorsque la caution d'un représentant personnel décède ou devient insolvable ou que, pour tout autre motif, toute garantie qu'il a fournie devient inadéquate ou insuffisante, la Cour peut exiger la constitution d'une nouvelle garantie ou d'une garantie complémentaire et la Cour peut, si la caution fait défaut de s'y conformer, révoquer l'octroi des lettres d'administration.

**60(2)** La Cour peut rendre l'ordonnance visée au paragraphe (1) soit de sa propre initiative ou sur demande d'une personne intéressée.

1997, ch. 10, art. 4

### **Remplacement de la garantie**

**61(1)** Lorsqu'une caution d'un représentant personnel désire se libérer de son obligation ou qu'un représentant personnel désire remplacer la garantie qu'il a fournie, la Cour peut alors autoriser la constitution d'une autre garantie en remplacement de la caution ou de la garantie originalement fournie aux conditions qu'elle juge appropriées, et elle peut ordonner que la ou les cautions soient libérées dès que la nouvelle garantie est constituée et après approbation du compte du représentant personnel, si la Cour l'exige.

**61(2)** La demande en vertu du paragraphe (1) peut être présentée *ex parte* ou après un avis prescrit par la Cour.

1983, ch. 68, art. 10

### **Annulation du cautionnement ou de la sécurité**

**62** Lorsqu'un administrateur a fait approuver son compte définitif et en a déposé la somme auprès de la Cour ou qu'il a réparti tous les biens du défunt qui sont entrés en sa possession, la Cour peut ordonner la remise pour annulation de tout cautionnement ou de toute autre garantie fournie par l'administrateur.

1994, ch. 66, art. 1; 1997, ch. 10, art. 5

**Notice to guardian, representative and others before bond or security cancelled**

2022, c.60, s.80

**63** If an administrator has produced evidence to the satisfaction of the Court that the debts of the deceased have been paid and the residue of the estate has been duly distributed, the Court may make an order directing any bond or other security furnished by the administrator to be delivered up to be cancelled, but if a minor or a person for whom a representative has been appointed under the *Supported Decision-Making and Representation Act* was or is entitled to a part of the estate under the distribution, the order shall not be made until after such notice as the Court directs has been given to the guardian or the representative, as the case may be, and to any person beneficially interested in the estate.

1986, c.4, s.41; 1994, c.66, s.2; 1997, c.10, s.6; 2022, c.60, s.80

**PAYMENTS - CONTESTED DEBTS**

**Priority of payment of debts**

**64(1)** The assets of an estate shall be applied in priority of payment as follows:

- (a) funeral expenses;
- (b) the tax payable under this Act and probate fees;
- (c) solicitors' costs;
- (d) wages given priority by the *Wage-Earners Protection Act*;
- (e) liabilities incurred by a personal representative in respect to the administration of the estate;
- (f) commission allowed a personal representative in relation to the administration of the estate.

**64(2)** In case of a deficiency of assets, subject to subsection (1), on the administration of the estate of a deceased person all debts due shall be paid *pari passu* and without any reference to priority of debts of one rank or nature over those of another, but nothing herein prejudices any rights of the Crown or any lien, mortgage or other security existing during the lifetime of the deceased on any of his real or personal estate; and no debt due by the deceased shall be paid by the personal representative, or action brought therefor, until the debt is

**Notification préalable au tuteur, représentant ou autre personne ayant un intérêt à titre de bénéficiaire**

2022, ch. 60, art. 80

**63** Sur démonstration par l'administrateur que les dettes du défunt ont été payées et que le partage régulier du solde net de la succession a été effectué, la Cour peut ordonner la remise pour annulation de tout cautionnement ou de toute autre garantie fournie par l'administrateur; toutefois, dans le cas où un mineur ou une personne pour qui un représentant a été nommé en vertu de la *Loi sur la prise de décision accompagnée et la représentation* a droit ou avait droit de participer au partage de la succession, la Cour ne rend l'ordonnance qu'après notification donnée, suivant ses directives, au tuteur du mineur ou au représentant, selon le cas, et à toute autre personne ayant un intérêt à titre de bénéficiaire.

1986, ch. 4, art. 41; 1994, ch. 66, art. 2; 1997, ch. 10, art. 6; 2022, ch. 60, art. 80

**PAIEMENT - CRÉANCES CONTESTÉES**

**Priorités de paiement des dettes**

**64(1)** L'actif d'une succession est affecté en priorité au paiement :

- a) des frais funéraires;
- b) de l'impôt payable en vertu de la présente loi et des droits d'homologation;
- c) des frais d'avocat;
- d) des salaires privilégiés par la *Loi sur la protection des salariés*;
- e) des obligations contractées par le représentant personnel pour l'administration des biens;
- f) de la commission accordée au représentant personnel pour l'administration des biens.

**64(2)** En cas d'insuffisance de l'actif de la succession et sous réserve du paragraphe (1), au cours de l'administration de la succession d'une personne, toutes les dettes sont acquittées *pari passu* sans égard de la priorité que leur rang ou leur nature peut leur conférer les unes sur les autres; toutefois, aucune disposition de la présente loi ne porte atteinte aux droits de la Couronne ou à tout privilège, hypothèque ou autre sûreté grevant avant son décès les biens réels ou personnels de cette personne; aucune dette ne doit être acquittée par le représentant per-

proven by affidavit, and such affidavit has been delivered to the personal representative.

1983, c.68, s.11; 1999, c.29, s.2

### Contestation of claim

**65(1)** Where a claim or demand is made against the estate of a deceased person or where the personal representative has notice or knowledge of the claim or demand, he may serve the claimant with a notice of contestation in writing making reference to this section and stating that he contests the claim or demand in whole or in part, and if in part stating what part.

**65(2)** Within thirty days after the receipt of such notice of contestation or within three months thereafter if the Court on application so allows, the claimant may, upon filing with the clerk a statement of his claim or demand verified by affidavit or affirmation and a copy of the notice of the contestation, apply to the Court for an order allowing his claim and determining the amount of it, and the Court shall hear the parties and the witnesses and shall make such order upon the application as it considers just, and if the claimant does not make such application, he shall be deemed to have abandoned his claim or demand and it is forever barred.

**65(3)** Where the application for the order allowing the claim or demand is one that could have been brought under the *Small Claims Act*, the Court shall hear and dispose of the application in accordance with the procedure established under the *Small Claims Act*, with such modifications as may be necessary.

**65(4)** Where the procedure referred to in subsection (3) is followed, notice of the application in respect of the claim or demand shall be given to the personal representative and to the guardian, if minors are involved, and to such persons as may be beneficially interested in the estate as the Court directs.

**65(5)** Where pursuant to this section an application is made to the Court, any person who is interested in the estate has the right to be heard and to take part in the proceedings in addition to the persons to whom notice has been given.

**65(6)** Where the claim or demand or any part of it that is contested is one that could not have been brought under the *Small Claims Act*, the Court shall, on the application of either party or of any of the parties mentioned in subsection (5), direct the claimant to bring an action in

sonnel ni aucune action être intentée à cet égard, tant que cette dette n'est pas prouvée par affidavit et que cet affidavit n'est pas remis au représentant personnel.

1983, ch. 68, art. 11; 1999, ch. 29, art. 2

### Contestation de réclamation

**65(1)** Le représentant personnel, lorsqu'il se produit une réclamation ou une demande contre la succession ou qu'il en est avisé ou en prend connaissance, peut signifier au réclamant un avis écrit référant au présent article et déclarant qu'il conteste la réclamation ou demande en tout ou en partie et, dans ce dernier cas, dans quelle mesure.

**65(2)** Dans les trente jours de la réception de l'avis de contestation ou dans les trois mois qui suivent si la Cour accorde le délai demandé, le réclamant peut, après avoir déposé auprès du greffier une déclaration de réclamation ou de demande attestée par affidavit ou affirmation ainsi qu'une copie de l'avis de contestation, demander à la Cour qu'elle admette sa réclamation et en fixe le montant; la Cour entend alors les parties et les témoins et rend l'ordonnance qu'elle estime appropriée; le réclamant qui ne produit pas une telle demande est réputé avoir renoncé à sa réclamation ou demande et est définitivement forclos.

**65(3)** Lorsque la demande d'une ordonnance autorisant la réclamation ou la demande aurait pu être introduite en vertu de la *Loi sur les petites créances*, la Cour examine la demande et statue sur celle-ci conformément à la procédure que prévoit la *Loi sur les petites créances*, avec les adaptations nécessaires.

**65(4)** Lorsque la procédure visée au paragraphe (3) est suivie, un avis de requête relatif à la réclamation ou à la demande doit être donné au représentant personnel et au tuteur, si des mineurs sont en cause, et à toute personne que désigne la Cour qui peut avoir un intérêt bénéficiaire dans la succession.

**65(5)** Si en vertu du présent article la demande est portée devant la Cour, toute personne ayant un intérêt dans la succession, en plus des personnes déjà avisées, a droit de se faire entendre et de participer aux procédures.

**65(6)** Lorsque la réclamation ou la demande, ou la partie qui en est contestée n'aurait pas pu être instruite en vertu de la *Loi sur les petites créances*, la Cour doit, sur demande de l'une ou l'autre des parties ou d'une des autres parties mentionnées au paragraphe (5), ordonner au

The Court of King's Bench of New Brunswick for the recovery or the establishment of the claim or demand on such terms and conditions as the Court considers just, but where the claimant and the personal representative consent, the claim or demand may be heard and disposed of by the Probate Court.

**65(7)** Where the claim or demand heard by the Court is in accordance with the procedure under the *Small Claims Act*, the fees and costs payable shall be according to the tariff prescribed under that Act, and in other cases the fees payable to the Court and to the clerk shall be the same as are allowed on an audit in an estate of a value equal to the amount of the claim or demand or so much thereof as is contested, and the fees to be allowed to counsel or solicitors shall be fixed and determined by the Court having regard to the amount involved and the importance of the contest.

**65(8)** This section applies notwithstanding that the claim or demand is not presently payable, and that for that reason an action for the recovery of the claim or demand could not be brought.

**65(9)** The Court may order the issue of a commission to take the testimony of any person or party residing out of the Province in connection with the giving of evidence on any proceeding under this section.

**65(10)** The Court may make an order for the taking of the evidence *de bene esse* of any material and necessary witness residing in the Province who is sick, aged or infirm or who is about to leave the Province, and to direct to whom notice of the examination is to be given.

**65(11)** A summons to witness may be issued to enforce the attendance of witnesses to give evidence on any proceeding under this section.

**65(12)** The Rules of Court made pursuant to the *Judicature Act* so far as they are applicable apply to every application for such commission or order for examination, and the issue, execution, enforcement and return thereof, and the Court has power to award costs of all such proceedings according to the tariff in force from time to time for the same services in the Court of King's Bench.

**65(13)** Where a claim or demand is established under this section, no proceeding shall be taken to enforce payment of the claim or demand without the permission of the Court.

réclamant d'intenter, devant la Cour du Banc du Roi du Nouveau-Brunswick, une action en recouvrement ou en établissement de sa réclamation ou de sa demande aux conditions que la Cour estime justes, mais lorsque le réclamant et le représentant personnel y consentent, la réclamation ou la demande peut être entendue et jugée par la Cour des successions.

**65(7)** Lorsque la réclamation ou la demande est instruite par la Cour conformément à la procédure que prévoit la *Loi sur les petites créances*, le calcul des droits et des dépens à payer se fait conformément au tarif prescrit par cette loi et, dans les autres cas, les droits payables à la Cour et au greffier sont les mêmes que ceux accordés pour la vérification comptable d'une succession de valeur égale à la réclamation ou à la demande, ou la partie qui en est contestée; les honoraires destinés aux conseillers ou aux avocats sont fixés par la Cour eu égard à la somme impliquée et la portée de la contestation.

**65(8)** Le présent article s'applique même si l'action en recouvrement ne peut être intentée du fait que la réclamation ou la demande n'est pas encore exigible.

**65(9)** La Cour peut ordonner l'émission d'une commission rogatoire pour recueillir le témoignage de toute personne ou partie résidant en dehors de la province relativement à toute procédure en vertu du présent article.

**65(10)** La Cour peut rendre une ordonnance en vue de recueillir la preuve *de bene esse* d'un témoin essentiel et nécessaire résidant dans la province, qui est malade, âgé ou infirme ou qui doit incessamment quitter la province, et désigner le destinataire de l'avis de l'interrogatoire.

**65(11)** La comparution des témoins lors d'une procédure quelconque peut être assurée, en vertu du présent article, par voie d'assignation à témoin.

**65(12)** Les Règles de procédure établies conformément à la *Loi sur l'organisation judiciaire* s'appliquent, dans la mesure du possible, à toute demande de commissions ou d'ordonnances pour fin d'interrogatoire ainsi qu'à leur délivrance, exécution, application, et rapport; la Cour a aussi le pouvoir d'adjudger les frais de ces procédures d'après le tarif alors en vigueur à la Cour du Banc du Roi pour les mêmes services.

**65(13)** Le réclamant qui a établi le bien-fondé de sa réclamation ou de sa demande en application du présent article ne peut intenter aucune procédure pour en poursuivre le paiement sans autorisation de la Cour.

**65(14)** Where permission to enforce payment of a claim or demand is given, the order shall be filed in the Court of King's Bench and an execution shall issue as upon a judgment of that Court, and an order for payment of costs may be issued in the same way.

1983, c.68, s.12; 1986, c.4, s.41; 1997, c.S-9.1, s.34; 2009, c.28, s.12; 2009, c.51, s.12; 2012, c.15, s.48; 2023, c.17, s.209

### **Idem**

**66(1)** Where any claim or demand not within the meaning of subsection 65(1) is made against the estate of a deceased person or where the personal representative has notice or knowledge of the claim or demand, he may serve the claimant with the notice prescribed in that subsection.

**66(2)** Within the time limits mentioned in subsection 65(2) the claimant may, upon filing with the clerk a statement of his claim or demand verified by affidavit and a copy of the notice of contestation, apply to the Court for an order for directions as to the disposition of the claim or demand, and if the claimant does not make the application he shall be deemed to have abandoned his claim or demand and it is forever barred.

**66(3)** Not fewer than seven days' notice of the application made pursuant to subsection (2) shall be given to the personal representative and to the guardian, if minors are concerned, and to such if any of the persons beneficially interested in the estate as the Court directs.

**66(4)** The Court may make such order upon the application for directions as it considers just, and in particular but without limiting the generality of the foregoing it may

(a) direct the claimant to bring an action for recovery or establishment of his claim or demand on such terms and conditions as it considers just; and

(b) where the claim or demand is not presently recoverable, prescribe the time after which the claimant shall proceed pursuant to the directions.

**65(14)** L'ordonnance autorisant la poursuite en paiement d'une réclamation ou d'une demande doit être déposée auprès de la Cour du Banc du Roi et il est délivré un bref d'exécution comme s'il s'agissait d'un jugement émanant de la Cour du Banc du Roi et une ordonnance enjoignant de payer les frais peut être rendue de la même façon.

1983, ch. 68, art. 12; 1986, ch. 4, art. 41; 1997, ch. S-9.1, art. 34; 2009, ch. 28, art. 12; 2009, ch. 51, art. 12; 2012, ch. 15, art. 48; 2023, ch. 17, art. 209

### **Idem**

**66(1)** Le représentant personnel peut, lorsqu'est produite contre la succession d'une personne une réclamation ou une demande autre que celles visées au paragraphe 65(1) ou lorsqu'il est avisé ou prend connaissance de la réclamation ou de la demande, signifier au créancier l'avis prévu dans ce paragraphe.

**66(2)** Dans les délais fixés au paragraphe 65(2), le réclamant peut, après avoir déposé entre les mains du greffier une déclaration de réclamation ou de demande attestée par affidavit ainsi qu'une copie de l'avis de contestation, demander à la Cour qu'elle donne, par ordonnance, des directives pour régler la réclamation ou la demande; le réclamant qui ne présente pas cette demande auprès de la Cour est réputé renoncer à sa réclamation ou à sa demande et est définitivement forclus.

**66(3)** Le représentant personnel, le tuteur s'il y a des mineurs en cause et toute personne ayant un intérêt à titre de bénéficiaire dans la succession s'il y a lieu, doivent être avisés au moins sept jours avant la présentation de la demande faite conformément au paragraphe (2).

**66(4)** La Cour, suite à la demande de directives, peut ordonner ce qu'elle juge à propos, et notamment, sans limiter la portée générale des dispositions qui précèdent,

a) ordonner au réclamant d'intenter une action en recouvrement ou en établissement de sa revendication ou de sa demande aux conditions qu'elle juge à propos; et

b) dans le cas où la revendication ou la demande n'est pas actuellement recouvrable, fixer le délai au bout duquel le réclamant doit intenter l'action conformément aux directives.

**66(5)** By consent of the claimant and the personal representative the Court may direct that the trial take place before it.

**66(6)** When an order is made under subsection (4), subsections 65(9), (10), (11) and (12) apply *mutatis mutandis*.

**66(7)** If the personal representative does not appeal from an order made under subsection (2) or (4), any person beneficially interested in the estate may by leave of a judge of the Court of King's Bench appeal therefrom.

**66(8)** Where the claimant or a personal representative appeals from an order made under subsection (2) or (4), any person beneficially interested in the estate may, by leave of the court that hears the appeal, appear and be heard.

1986, c.4, s.41; 2023, c.17, s.209

#### **Resolution of dispute in summary manner**

**67** Where the personal representative of a deceased person claims the ownership of any personal property not exceeding in value the amount prescribed under the *Small Claims Act*, and his claim is disputed by any other person, the dispute may be determined in a summary manner and section 65 shall apply with the necessary modifications.

1983, c.68, s.13; 1997, c.S-9.1, s.34; 2009, c.28, s.12; 2009, c.51, s.12; 2012, c.15, s.48

#### **Application of *Limitation of Actions Act***

**68(1)** The *Limitation of Actions Act* does not affect the claim or demand of a person against the estate of a deceased person where notice of the claim or demand giving full particulars of the claim and verified by affidavit or affirmation is filed with the executor or administrator of the estate at any time prior to the date upon which the claim would be barred by the *Limitation of Actions Act*, but where no executor or administrator has been appointed the notice may be filed in the probate office in which the application for letters probate of a will or letters of administration has been filed, or if no application for letters probate of a will or letters of administration has been filed, then with the Registrar.

**68(2)** Repealed: 2009, c.L-8.5, s.37  
2009, c.L-8.5, s.37

**66(5)** La Cour peut décider d'instruire l'affaire elle-même avec le consentement du réclamant et du représentant personnel.

**66(6)** Lorsqu'une ordonnance est rendue en vertu du paragraphe (4), les paragraphes 65(9), (10), (11) et (12) s'appliquent *mutatis mutandis*.

**66(7)** Si le représentant personnel n'interjette pas appel d'une ordonnance rendue en application du paragraphe (2) ou (4), toute personne ayant un intérêt à titre de bénéficiaire dans la succession peut, avec l'autorisation de la Cour du Banc du Roi, en appeler de cette ordonnance.

**66(8)** Lorsque le réclamant ou le représentant personnel en appelle d'une ordonnance rendue en vertu du paragraphe (2) ou (4), toute personne ayant un intérêt à titre de bénéficiaire dans la succession peut, avec l'autorisation de la cour qui entend l'appel, comparaître et se faire entendre.

1986, ch. 4, art. 41; 2023, ch. 17, art. 209

#### **Décision de manière sommaire**

**67** Lorsque le représentant personnel d'une personne décédée réclame la propriété d'un bien personnel dont la valeur ne dépasse pas le montant prescrit en vertu de la *Loi sur les petites créances* et qu'il y a contestation de la part d'une tierce personne, la contestation peut faire l'objet d'une décision de manière sommaire et l'article 65 s'applique avec les modifications nécessaires.

1983, ch. 68, art. 13; 1997, ch. S-9.1, art. 34; 2009, ch. 28, art. 12; 2009, ch. 51, art. 12; 2012, ch. 15, art. 48

#### **Application de la *Loi sur la prescription***

**68(1)** La *Loi sur la prescription* ne fait pas obstacle à une réclamation ou demande présentée contre la succession d'une personne lorsqu'un avis, établissant les détails de la réclamation ou de la demande et attesté par affidavit ou affirmation, est remis à l'exécuteur testamentaire ou à l'administrateur de la succession avant que la prescription ne joue conformément à la *Loi sur la prescription*; toutefois, si aucun exécuteur testamentaire ou administrateur n'a été nommé, l'avis peut être remis au greffe des successions où la demande de lettres d'homologation d'un testament ou de lettres d'administration a été déposée ou, à défaut de telle demande, au registraire.

**68(2)** Abrogé : 2009, ch. L-8.5, art. 37  
2009, ch. L-8.5, art. 37

**ACCOUNTING****Accounting of executor as trustee**

**69** An executor who is also a trustee under a will may be required to account for his trusteeship in the same manner as he may be required to account in respect of his executorship.

**Binding effect of approval by Court**

**70** Where a personal representative has filed in the Court an account of his dealings with the estate, and the Court has approved thereof in whole or in part, and he is subsequently required to pass his accounts in the Court of King's Bench, such approval, except so far as mistake or fraud is shown, is binding upon any person who was notified of the proceedings taken before the Court or who was present or represented thereat, and upon everyone claiming under any such person.

2023, c.17, s.209

**Power of the Court to make inquiry**

**71(1)** The Court, on passing the accounts of a personal representative, has jurisdiction to enter into and make a full inquiry and accounting of and concerning the whole property of which the deceased died possessed or entitled, and the administration and disbursement thereof in as full and ample a manner as the Court considers necessary, and for such purpose may take evidence and decide disputed matters arising in such accounting, subject to appeal.

**71(2)** The Court, on passing any accounts under this section, has power to inquire into any complaint or claim, by any person interested in such accounts, of misconduct, neglect or default on the part of the personal representative occasioning financial loss to the estate or trust fund, and the Court, on proof of such claim, may order the personal representative to pay such sum by way of damages or otherwise as it considers proper and just to the estate or trust fund, but any order made under this subsection is subject to appeal.

**71(3)** The Court may order the trial of an issue of any complaint or claim under subsection (2), and in such case it shall make all necessary directions as to pleadings, production of documents and otherwise in connection with the issue.

**REDDITION DE COMPTE****Rendement de compte de l'exécuteur testamentaire fiduciaire**

**69** L'exécuteur testamentaire qui est également fiduciaire en vertu d'un testament peut être également tenu de rendre compte de son administration en qualité de fiduciaire et en qualité d'exécuteur testamentaire.

**Effet obligatoire de l'approbation par la Cour**

**70** Lorsqu'un représentant personnel a déposé auprès de la Cour un état de compte de la succession, qu'il est approuvé en tout ou en partie et qu'il est ensuite requis de le faire approuver devant la Cour du Banc du Roi, cette approbation, sauf erreur ou fraude démontrée, lie toute personne qui a été notifiée des procédures intentées devant la Cour ou était présente ou représentée lors des procédures ainsi que quiconque réclame en son nom.

2023, ch. 17, art. 209

**Pouvoir de la Cour d'enquêter**

**71(1)** La Cour, avant l'approbation des comptes d'un représentant personnel, a compétence pour intervenir, enquêter et vérifier aussi en détail qu'elle juge à propos les biens dont une personne était propriétaire à son décès, ou les droits qu'elle détenait, ainsi que l'administration de ces biens et les dépenses effectuées; à cette fin, la Cour peut recueillir tout témoignage et rendre une décision susceptible d'appel sur les questions contestées qu'a soulevée cette vérification.

**71(2)** La Cour, avant l'approbation des comptes en vertu du présent article, peut s'enquérir de toute plainte ou réclamation adressée par toute personne intéressée aux comptes qui invoque la mauvaise gestion, la négligence ou le défaut du représentant personnel causant une perte financière à la succession ou à son fonds de fiducie; la Cour peut, si elle est convaincue du bien-fondé de la demande, ordonner au représentant personnel de verser à la succession ou à son fonds de fiducie, à titre de dommages-intérêts ou autre, toute somme qu'elle estime raisonnable pour la succession ou fonds de fiducie; toutefois, toute ordonnance rendue en application du présent article est susceptible d'appel.

**71(3)** La Cour peut ordonner qu'une plainte ou qu'une réclamation fasse l'objet d'un procès en application du paragraphe (2) et, dans ce cas, elle donne toutes directives nécessaires quant aux mémoires, documents à produire ou autres pièces utiles se rapportant au litige.

**71(4)** The persons interested in such accounts or the making of such inquiries are, if resident in the Province, entitled to not fewer than seven days' notice thereof, and if resident out of the Province are entitled to such notice as the Court may direct.

**71(5)** Where a person entitled to notice under subsection (4) is a minor or is of unsound mind and is not a patient in a psychiatric facility under the *Mental Health Act*, his notice shall be served upon his guardian not fewer than twenty-one days before the day appointed for the passing of the accounts, and unless such notice is so given such person is not bound by the passing of the accounts.

**71(6)** Where a person entitled to notice under subsection (4) is a patient in a psychiatric facility under the *Mental Health Act*, his notice shall be served upon one of his next-of-kin not fewer than twenty-one days before the day appointed for the passing of the accounts, and unless such notice is so given such person is not bound by the passing of the accounts.

**71(7)** Where by the terms of a will or other instrument in writing under which such an executor, administrator or trustee acts, real or personal property or any right or interest therein or proceeds therefrom have heretofore been given, or are hereafter to be vested in any person, executor, administrator or trustee for any religious, educational, charitable or other purpose, or are to be applied by him to or for any such purpose, notice of an application for the passing of accounts shall be served upon the Public Trustee, unless the Public Trustee is himself or herself the executor, administrator or trustee.

**71(8)** Where a person has died intestate in the Province and administration has been granted to some person who is neither the Public Trustee nor one of the next-of-kin, and it appears to be doubtful whether the intestate left any next-of-kin surviving him or her or that there are no known next-of-kin resident in the Province, notice of an application for the passing of accounts shall be served upon the Public Trustee.

**71(9)** Where accounts submitted to the Court are of an intricate or complicated character and in the opinion of the Court require expert investigation, it may appoint an accountant or other skilled person to investigate and to assist it in auditing the accounts.

1983, c.68, s.14; 1986, c.4, s.41; 2005, c.P-26.5, s.29

**71(4)** Toute personne intéressée à ces comptes ou à ces enquêtes a droit, si elle réside dans la province, à un avis d'au moins sept jours; elle a droit, si elle réside en dehors de la province, à l'avis que fixe la Cour.

**71(5)** L'avis destiné à une personne qui y a droit en vertu du paragraphe (4) mais qui est mineure ou souffre de déséquilibre mental sans être patient dans un établissement psychiatrique en vertu de la *Loi sur la santé mentale*, doit être signifié à son tuteur au moins vingt et un jours avant l'approbation des comptes sinon cette personne n'est pas liée par l'approbation des comptes.

**71(6)** L'avis, destiné à une personne qui y a droit en vertu du paragraphe (4) mais qui est patient dans un établissement psychiatrique en vertu de la *Loi sur la santé mentale*, doit être signifié à un proche parent, au moins vingt et un jours avant l'approbation des comptes sinon cette personne n'est pas liée par l'approbation des comptes.

**71(7)** Lorsqu'aux termes d'un testament ou autre document écrit en vertu duquel l'exécuteur testamentaire, l'administrateur ou le fiduciaire exerce ses fonctions ou en vertu duquel soit des biens réels ou personnels soit un droit ou un intérêt dans ces biens ou leurs produits ont été antérieurement cédés ou doivent être ultérieurement dévolus à une personne, un exécuteur testamentaire, un administrateur ou un fiduciaire pour des oeuvres religieuses, éducatives, charitables ou d'autres fins, ou être affectés par une des personnes à de telles fins, l'avis d'approbation des comptes doit être signifié à au curateur public, sauf s'il agit lui-même à titre d'exécuteur testamentaire, d'administrateur ou de fiduciaire.

**71(8)** Lorsqu'une personne est décédée sans testament dans la province et que l'administration de sa succession a été accordée à une personne autre que le curateur public ou un proche parent et qu'il y a doute à savoir s'il existe des proches parents survivants, ou qu'il n'y a pas de proches parents connus dans la province, l'avis de demande d'approbation des comptes doit être signifié au curateur public.

**71(9)** Lorsque la Cour estime que la complexité des comptes qui lui sont soumis requiert les services d'experts, elle peut nommer un comptable ou autre spécialiste.

te pour étudier les comptes et l'aider à en faire la vérification.

1983, ch. 68, art. 14; 1986, ch. 4, art. 41; 2005, ch. P-26.5, art. 29

### **Rendering of account by inventory**

**72(1)** An executor or an administrator shall not be required by any court to render an account of the property of the deceased otherwise than by an inventory thereof, unless at the instance or on behalf of some person interested in such property or of a creditor of the deceased, nor is an executor or administrator otherwise compellable to account before any court.

**72(2)** This section applies notwithstanding any provision to the contrary of any bond or security heretofore given by the executor or administrator.

## **RESEALING**

### **Sealing of letters or other legal documents grant by a Court of another jurisdiction**

**73(1)** Where letters probate of a will or letters of administration or other legal documents purporting to be of the same nature granted by a court of competent jurisdiction in the United Kingdom, in a province or territory of Canada, in any country of the Commonwealth or in any state or territory of the United States of America or a certified copy thereof are produced to, and a copy of the original or where a certified copy is produced, the certified copy deposited with a clerk or the Registrar and the tax required under this Act is paid as on a grant of letters probate of a will or letters of administration, the letters probate or letters of administration or other legal documents or the certified copy thereof shall, under the direction of the Court, be sealed with the Seal of the Court.

**73(1.1)** Where letters probate or letters of administration or other legal documents, or a certified copy thereof, are sealed in accordance with subsection (1) with the seal of the Court, the letters probate or letters of administration or the other legal documents are of the like force and effect in the Province as if the original letters probate or letters of administration or other legal documents had been granted by the Court, and are, so far as regards the Province, subject to any order made by the Court, or on appeal therefrom, as if the letters probate or

### **Rendement de compte par inventaire**

**72(1)** Nul tribunal ne peut exiger d'un exécuteur testamentaire ou d'un administrateur qu'il rende compte des biens du défunt si ce n'est pas voie d'inventaire, sauf à la requête ou pour le compte soit d'une personne intéressée dans les biens soit d'un créancier du défunt; l'exécuteur testamentaire ou l'administrateur ne peut, en aucune façon, être contraint de rendre des comptes devant un tribunal.

**72(2)** Le présent article s'applique nonobstant toute disposition contraire d'une garantie ou d'un cautionnement fourni antérieurement par l'exécuteur testamentaire ou l'administrateur.

## **RÉAPPOSITION DE SCEAU**

### **Lettres, documents juridiques ou copies doivent être revêtus du sceau**

**73(1)** Lorsque des lettres d'homologation d'un testament, des lettres d'administration ou d'autres documents juridiques présentés comme étant de même nature, délivrés par un tribunal compétent du Royaume-Uni, d'une province ou d'un territoire du Canada, d'un des pays du Commonwealth ou d'un État ou territoire des États-Unis d'Amérique, ou une copie certifiée conforme de ceux-ci sont produits à un greffier ou au registraire, qu'une copie de l'original ou, si une copie certifiée conforme est produite, la copie certifiée conforme est déposée auprès du greffier ou du registraire et que l'impôt exigé en vertu de la présente loi est acquitté comme dans le cas de l'octroi de lettres d'homologation d'un testament ou de lettres d'administration par la Cour, ces lettres, autres documents juridiques ou leur copie certifiée conforme doivent, sur instruction de la Cour, être revêtus de son sceau.

**73(1.1)** Lorsque des lettres d'homologation, des lettres d'administration ou d'autres documents juridiques, ou une copie certifiée conforme de ceux-ci, sont revêtus du sceau de la Cour conformément au paragraphe (1), ils acquièrent la même force probante et le même effet dans la province que s'ils avaient été initialement accordés par la Cour et sont, dans la province, subordonnés à toute ordonnance de la Cour et, en cas d'appel d'une telle ordonnance, ils sont considérés comme ayant été accordés par la Cour.

letters of administration or other legal documents had been granted thereby.

**73(2)** Letters of verification issued in the Province of Quebec shall be deemed to be a probate within the meaning of this section.

**73(3)** Repealed: 1997, c.7, s.6

**73(4)** The letters of administration or other legal document purporting to be of the same nature shall not be sealed with the Seal of the Court until a certificate has been filed with the Court, signed by the clerk or the registrar of the court that issued the letters or document, certifying that security has been given in the court in a sufficient amount to cover the assets outside the jurisdiction of the Court as well as the assets within the Province or, in the absence of such certificate, until like security is given to the Court covering the assets within the Province as in the case of granting original letters of administration.

1983, c.68, s.15; 1987, c.6, s.85; 1994, c.66, s.3; 1997, c.7, s.6; 1999, c.29, s.3

### REHEARING

#### Rehearing before another judge

**74(1)** Where the judge before whom any action, cause, matter or other proceeding under this Act is tried dies or retires, or for any other reason ceases to hold office, before disposing of it, or having heard it has not disposed of it within six months thereafter, any party may, upon notice to all of the parties, apply to the Chief Justice of the Court of King's Bench for an order that the action, cause, matter or other proceeding be reheard or otherwise disposed of by a judge of the Court whom he designates.

**74(2)** An order made under subsection (1) shall name the place where the action, cause, matter or other proceeding is to be reheard or otherwise disposed of and, in making such order, the Chief Justice may give such other directions as he considers proper.

**74(3)** No proceedings in the action, cause, matter or other proceeding shall thereafter be taken without the order of the Chief Justice after such notice as he may provide.

**74(4)** Upon such rehearing or other disposition, the evidence, exhibits and papers used at the trial shall be read and, after argument by counsel, the presiding judge

**73(2)** Les lettres de vérification décernées dans la province de Québec sont réputées constituer des lettres d'homologation au sens du présent article.

**73(3)** Abrogé : 1997, ch. 7, art. 6

**73(4)** Les lettres d'administration ou tout autre document juridique réputé du même genre ne doivent pas être revêtus du sceau de la Cour tant que n'est pas déposé auprès de la Cour un certificat, signé par le greffier ou le registraire de la cour qui les a décernés, attestant qu'une garantie suffisante a été donnée à la cour pour couvrir l'actif de la succession situé hors de la juridiction de la Cour ainsi que l'actif situé dans la province ou, à défaut de ce certificat, tant que n'est pas donnée à la Cour une garantie de même valeur couvrant l'actif de la succession dans la province, comme dans le cas de l'octroi des lettres originales d'administration.

1983, ch. 68, art. 15; 1987, ch. 6, art. 85; 1994, ch. 66, art. 3; 1997, ch. 7, art. 6; 1999, ch. 29, art. 3

### NOUVELLE AUDITION

#### Nouvelle audition devant un autre juge

**74(1)** Lorsque le juge devant lequel toute action, cause, question ou autre procédure est instruite en application de la présente loi décède, prend sa retraite ou cesse d'exercer ses fonctions pour une raison quelconque avant de l'avoir réglée ou, l'ayant entendue, ne l'a pas réglée dans les six mois qui suivent l'audition, toute partie peut, après avis donné à chaque partie, demander au juge en chef de la Cour du Banc du Roi de rendre une ordonnance pour que l'action, la cause, la question ou autre procédure soit entendue de nouveau ou réglée autrement par le juge de la Cour qu'il désigne.

**74(2)** L'ordonnance rendue en application du paragraphe (1) doit indiquer le lieu où l'action, la cause, la question ou autre procédure doit être entendue de nouveau ou réglée autrement et le juge en chef, dans son ordonnance, peut donner toute autre directive appropriée.

**74(3)** Aucune procédure visant l'action, la cause, la question ou autre procédure ne doit être par la suite intentée sans la permission du juge en chef assortie d'un avis préalable qu'il peut donner.

**74(4)** Au cours de cette nouvelle audition ou autre démarche, lecture doit être faite des témoignages, pièces justificatives et autres documents présentés devant la

shall deal with the action as on an original trial and shall direct that judgment be entered by the clerk of the Court in accordance with his findings.

**74(5)** The costs of the rehearing or other disposition shall be fixed by the judge presiding at the rehearing, who shall also direct by whom they are to be paid.

**74(6)** An appeal lies from such judgment or finding in the same manner and on the same terms as if the judgment had been pronounced at the trial.

2023, c.17, s.209

### FEES

#### Calculation of fees payable

**75(1)** Where fees are payable on the value of the estate of the deceased, they shall be calculated on the value of the whole estate, including the real property as well as the personal estate.

**75(2)** In calculating the value of the real property there shall be deducted the actual value of any encumbrance on the real property.

1999, c.29, s.4

### TAX

1999, c.29, s.5

#### Tax payable

**75.1(1)** A tax determined in accordance with Schedule A is payable to the Crown in right of the Province by the estate of a deceased person in respect of the following:

(a) on every grant of probate or letters of administration not being a grant for special or limited purposes, double probate or administration *de bonis non administratis*;

(b) on every passing of accounts, including all services in connection with the passing of accounts.

**75.1(2)** Where tax is payable on the value of the estate of the deceased, it shall be calculated on the value of the whole estate, including the real property as well as the personal estate.

Cour lors du procès et, l'avocat ayant prononcé son plaidoyer, le juge de la Cour qui préside statue sur l'action comme s'il s'agissait d'une première audition et ordonne que son jugement soit consigné par le greffier de la Cour conformément à ses conclusions.

**74(5)** Le juge de la Cour fixe les frais de la nouvelle audition et décide également qui doit les acquitter.

**74(6)** Il peut être interjeté appel de ce jugement ou de ses conclusions de la même manière et aux mêmes conditions que si le jugement avait été prononcé lors du procès.

2023, ch. 17, art. 209

### DROITS EXIGIBLES

#### Calcul des droits

**75(1)** Lorsque des droits sont payables sur la valeur de la succession d'une personne, ils se calculent sur la valeur de l'ensemble de la succession, tant sur les biens réels que personnels.

**75(2)** Pour calculer la valeur des biens réels, il faut soustraire la valeur réelle de toute charge grevant les biens réels.

1999, ch. 29, art. 4

### IMPÔT

1999, ch. 29, art. 5

#### Impôt payable

**75.1(1)** L'impôt déterminé conformément à l'Annexe A est payable à la Couronne du chef de la province par la succession d'une personne décédée relativement à ce qui suit :

a) pour chaque octroi de lettres d'homologation ou de lettres d'administration qui ne sont pas accordées à des fins spéciales ou restreintes, des lettres supplémentaires d'homologation ou des lettres d'administration *de bonis non administratis*;

b) pour chaque approbation des comptes, comprenant les services qui s'y rattachent.

**75.1(2)** Lorsqu'un impôt est payable sur la valeur de la succession d'une personne, il se calcule sur la valeur de l'ensemble de la succession, tant sur les biens réels que personnels.

**75.1(3)** In calculating the value of the real property there shall be deducted the actual value of any encumbrance on the real property.

1999, c.29, s.5; 2023, c.17, s.209

**75.1(3)** Pour calculer la valeur des biens réels, il faut soustraire la valeur réelle de toute charge grevant les biens réels.

1999, ch. 29, art. 5; 2023, ch. 17, art. 209

**RULES**

**Functions of Rules Committee**

**76(1)** The Rules Committee may inquire into and examine

- (a) the administration and functioning of the Court, this Act and the rules and regulations under this Act,
- (b) the working of and arrangements governing the performance of duties by officers of the Court, and
- (c) the procedure of the Court.

**76(2)** The Rules Committee may make recommendations to the Lieutenant-Governor in Council

- (a) with respect to the making of rules and the prescribing of forms regulating the practice and procedure in matters and causes testamentary in the Court, and all matters and causes within its jurisdiction; or
- (b) arising out of an inquiry and examination held under subsection (1).

**Regulations**

**77** The Lieutenant-Governor in Council may make regulations

- (a) prescribing rules and forms regulating practice and procedure in the Court;
- (b) providing for the regulating, fixing and assessing of fees payable in respect of proceedings in the Court including a tariff of fees to be allowed solicitors and counsel practising in the Court;
- (b.1) determining the number of judicial districts in the Province for the Court and defining their boundaries;
- (c) regulating expenses payable to a personal representative;

**RÈGLES**

**Fonctions du Comité des Règles**

**76(1)** Le Comité des Règles peut faire des enquêtes et études sur

- a) l'administration et le fonctionnement de la Cour, de la présente loi et des règlements en vertu de la présente loi,
- b) le travail des auxiliaires de la Cour et les arrangements régissant l'exercice de leurs fonctions, et
- c) la procédure de la Cour.

**76(2)** Le Comité des Règles peut faire au lieutenant-gouverneur en conseil des recommandations

- a) concernant l'établissement des règles et la prescription de formules réglementant la pratique et la procédure à suivre pour les matières et causes testamentaires auprès de la Cour et pour les autres causes et questions qui relèvent de sa juridiction; ou
- b) à partir d'une enquête et d'une étude faite en application du paragraphe (1).

**Règlements**

**77** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir des règlements

- a) prescrivant les règles et les formules réglementant la pratique et la procédure auprès de la Cour;
- b) visant à réglementer, fixer ou calculer les droits à payer relativement aux instances devant la Cour, y compris un tarif d'honoraires accordés aux avocats exerçant auprès de la Cour;
- b.1) fixant, pour la Cour, le nombre de circonscriptions judiciaires dans la province, et déterminant leurs limites;
- c) réglementant les indemnités à être versées au représentant personnel;

(d) respecting appeals made pursuant to section 34;

(e) prescribing the evidence required for proof of wills and other matters.

1983, c.68, s.16; 1999, c.29, s.6

#### TRANSITIONAL

##### **Continuance of applications made under *Probate Courts Act***

**78(1)** An application for the grant of letters probate of a will or letters of administration or such other business relating to the administration of an estate taken under the *Probate Courts Act*, chapter P-17 of the Revised Statutes, 1973, may be taken up and continued under and in conformity with the provisions of this Act so far as consistently may be.

**78(2)** Notwithstanding subsection (1) and the repeal of the *Probate Courts Act*, chapter P-17 of the Revised Statutes, 1973, a judge or registrar under that Act shall have six months after the coming into force of this Act to bring to a final conclusion in accordance with that Act, any business that has been heard in whole or in part before him prior to the coming into force of this Act.

#### REPEAL

##### ***Probate Courts Act* repealed**

**79** *The Probate Courts Act, chapter P-17 of the Revised Statutes, 1973, is repealed.*

#### COMING INTO FORCE

##### **Commencement**

**80** *This Act or any provision thereof comes into force on a day to be fixed by proclamation.*

d) concernant les appels interjetés en application de l'article 34;

e) prescrivant la preuve qui doit être fournie pour prouver les testaments ou autres cas.

1983, ch. 68, art. 16; 1999, ch. 29, art. 6

#### DISPOSITION TRANSITOIRE

##### **Reprise d'une demande en vertu de la *Loi sur les tribunaux des successions***

**78(1)** La demande d'octroi de lettres d'homologation d'un testament, de lettres d'administration ou toute autre affaire semblable relative à l'administration d'une succession en vertu de la *Loi sur les tribunaux des successions*, chapitre P-17 des Lois révisées de 1973, peut être reprise et se poursuivre conformément aux dispositions de la présente loi en autant que faire se peut.

**78(2)** Nonobstant le paragraphe (1) et l'abrogation de la *Loi sur les tribunaux des successions*, chapitre P-17 des Lois révisées de 1973, un juge ou un registraire dispose en vertu de cette loi d'une période de six mois à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi pour clore, en vertu de cette loi, toute affaire qu'il a entendue en tout ou en partie avant l'entrée en vigueur de la présente loi.

#### ABROGATION

##### ***Loi sur les tribunaux des successions***

**79** *La Loi sur les tribunaux des successions, chapitre P-17 des Lois révisées de 1973, est abrogée.*

#### ENTRÉE EN VIGUEUR

##### **Entrée en vigueur**

**80** *La présente loi ou l'une quelconque de ses dispositions entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation.*

**SCHEDULE A**

**TAX PAYABLE UNDER SECTION 75.1**

**1** For the purposes of paragraph 75.1(1)(a), on every grant of probate or letters of administration not being a grant for special or limited purposes, double probate or administration *de bonis non administratis*, where the value of the estate or the part of the estate being administered

- (a) does not exceed \$5,000 . . . . . \$ 25.00
- (b) exceeds \$5,000 but not \$10,000 . . . . . 50.00
- (c) exceeds \$10,000 but not \$15,000 . . . . . 75.00
- (d) exceeds \$15,000 but not \$20,000 . . . . . 100.00
- (e) exceeds \$20,000, the sum of \$5.00 per \$1000 or part thereof of the estate being administered.

**2** For the purposes of paragraph 75.1(1)(b), on every passing of accounts, including all services in connection with the passing of accounts, where the amount of capital and income

- (a) does not exceed \$20,000 . . . . . \$40.00
- (b) exceeds \$20,000, the sum of \$2.00 per \$1000 or part thereof of the value of the capital and income.

1999, c.29, s.7

**N.B.** This Act was proclaimed and came into force May 1, 1984.

**N.B.** This Act is consolidated to January 1, 2024.

**ANNEXE A**

**IMPÔT PAYABLE EN VERTU DE L'ARTICLE 75.1**

**1** Aux fins de l'alinéa 75.1(1)a), pour chaque octroi de lettres d'homologation ou de lettres d'administration qui ne sont pas accordées à des fins spéciales ou restreintes, des lettres supplémentaires d'homologation ou des lettres d'administration *de bonis non administratis*, lorsque la valeur de la succession ou de la partie soumise à l'administration

- a) ne dépasse pas 5 000 \$. . . . . 25 \$
- b) dépasse 5 000 \$, mais ne dépasse pas 10 000 \$. . . . . 50 \$
- c) dépasse 10 000 \$, mais ne dépasse pas 15 000 \$. . . . . 75 \$
- d) dépasse 15 000 \$, mais ne dépasse pas 20 000 \$. . . . . 100 \$
- e) dépasse 20 000 \$, la somme de 5 \$ pour chaque 1 000 \$ ou fraction de 1 000 \$.

**2** Aux fins de l'alinéa 75.1(1)b), pour chaque approbation des comptes, comprenant les services qui s'y rattachent, lorsque le montant du capital et du revenu

- a) ne dépasse pas 20 000 \$. . . . . 40 \$
- b) dépasse 20 000 \$, la somme de 2 \$ pour chaque 1 000 \$ ou fraction de 1 000 \$ de la valeur du capital et du revenu.

1999, ch. 29, art. 7

**N.B.** La présente loi a été proclamée et est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 1984.

**N.B.** La présente loi est refondue au 1<sup>er</sup> janvier 2024.